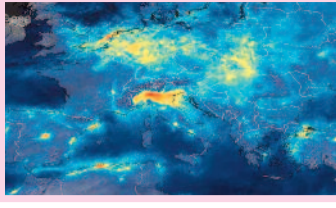


Grâce Royale au profit de 5.654 détenus
S.M le Roi ordonne de renforcer la protection des pensionnaires des établissements pénitentiaires
Page 2

Mesures pour la protection des magistrats et des justiciables
Page 4



La nature remercie le confinement
Page 9



L'OCF affiche une performance financière élevée
Page 14

Farid Hosni
Le confinement total est très difficile car l'être humain est fondamentalement sociable
Page 10



www.libe.ma

Libération

Directeur de Publication et de la Rédaction : **Mohamed Benarbia**

Prix: 4 DH

N°: 8981

Lundi 6 Avril 2020

La Délégation européenne dresse un tableau sombre des perspectives de l'économie marocaine

Dur, dur sera l'après corona



Grâce Royale au profit de 5.654 détenus

S.M le Roi ordonne de renforcer la protection des pensionnaires des établissements pénitentiaires

S.M le Roi Mohammed VI a accordé sa grâce au profit de 5.654 détenus et ordonné de prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer la protection des détenus au sein des établissements pénitentiaires, particulièrement contre la propagation de l'épidémie du coronavirus, a annoncé le ministère de la Justice.

"Dans le cadre de l'attention constante octroyée par Sa Majesté, que Dieu l'assiste, à ses sujets détenus dans les établissements pénitentiaires et de réhabilitation, Amir Al Mouminine a accordé sa grâce Royale au profit de 5.654 détenus",

a souligné le ministère dans un communiqué publié hier.

Les détenus bénéficiaires de cette grâce Royale ont été sélectionnés sur la base des critères humains et strictement objectifs, qui prennent en considération leur âge, leur état de santé précaire et la durée de leur détention, ainsi que la bonne conduite, le bon comportement et la discipline dont ils ont fait preuve tout au long de leur incarcération, précise la même source.

Le département fait savoir que compte tenu des circonstances exceptionnelles associées à l'état d'urgence sanitaire et des précautions

qu'il impose, ce processus sera exécuté par étapes successives.

Dans ce cadre et conformément aux Hautes instructions Royales, les bénéficiaires de la grâce Royale seront soumis à une surveillance, à des tests médicaux, ainsi qu'à la mise en quarantaine nécessaire, à leur domicile, pour assurer leur sécurité.

"Pour des considérations purement humanitaires, que Sa Majesté le Roi a toujours soulignées, en insistant sur la protection de la santé et la sécurité des détenus, notamment dans ces circonstances difficiles, et les conditions qu'elles exigent pour empêcher la propaga-

tion du Covid-19 par les établissements pénitentiaires et réhabilitation, Sa Majesté le Roi, que Dieu le glorifie, a ordonné de prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer la protection des détenus au sein de ces établissements, particulièrement contre la propagation de cette épidémie", ajoute le ministère.

Puisse Dieu préserver Sa Majesté le Roi en tant que garant et protecteur de la Nation, et source de clémence et de miséricorde, perpétuer sa gloire et préserver Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan ainsi que tous les membres de la famille Royale.

Covid-19 et injustices meublent le quotidien des camps de Tindouf



La direction du Polisario ne semble pas être concernée par les incertitudes qui pèsent sur le monde. Les milliers de morts de la pandémie du Covid-19 n'ont, paraît-il, aucun effet sur les bourreaux du Polisario qui continuent, comme si de rien n'était, à torturer leurs victimes avant de leur organiser des simulacres de procès pour justifier ce qu'ils leur font subir dans les bagnes de Dhaibya ou Rachid.

Ainsi, les milices du Polisario avaient-elles, en août dernier, kidnappé cinq jeunes gens originaires de Boujdour près du mur de sécurité qui ef-

fectuaient des prospections dans cette zone réputée pour ses réserves d'or à ciel ouvert. Malheureusement pour eux, une patrouille les a interceptés et conduits manu militari vers la tristement célèbre prison de Dhaibya où ils furent incarcérés. Quelques jours plus tard, deux d'entre eux furent relâchés sans aucun procès.

Les trois autres, bien qu'ils n'aient rien à voir avec l'armée et après huit mois de torture et de mauvais traitements, devaient, selon nos sources, être entendus, samedi 4 avril, par un prétendu juge, malgré la situation de confinement qui prévaut à travers le

monde, avant d'être déférés devant une non moins prétendue Cour militaire, le 15 avril.

L'Association sahraouie pour la défense des droits de l'Homme a dénoncé cette décision inique de faire juger des civils par un prétendu tribunal militaire, soulignant qu'elle constitue une grave violation des droits de l'Homme. Elle a aussi demandé l'intervention des organisations internationales des droits de l'Homme pour garantir les droits des victimes lors de ce procès qu'elle a qualifié de simulacre.

Ahmadou El-Katab

Caravane médicale au profit des éleveurs nomades d'Aousserd

Les environs de la ville de Dakhla regorgent d'éleveurs nomades qui ne changeraient leur mode de vie pour rien au monde. Conscients de cette réalité et dans le cadre de leurs activités de lutte et de prévention contre la pandémie du coronavirus qui frappe le monde, les responsables régionaux du département de la santé en coordination avec les autorités locales et des composantes de la société civile ont décidé d'aller à la rencontre de ces nomades pour s'assurer de l'absence de toute contamination par ce virus parmi eux et pour leur prodiguer les conseils de prévention nécessaires.

Cette campagne concernera les habitants de la commune d'Aousserd et les nomades qui font paître leurs troupeaux dans un rayon de 200 kilomètres aux alentours de ladite commune.

Pour le succès de cette campagne, des équipes comprenant des médecins, des infirmiers et d'autres personnels de santé ont été mobilisés.

Dans une déclaration à la presse, la direction régionale de la santé a indiqué que cette opération qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère et vise à rapprocher les services médicaux des populations nécessiteuses, devrait toucher quelque 120 personnes dans la commune et ses environs.

A signaler, par ailleurs, qu'une patrouille de la marine Royale a intercepté 32 candidats à l'émigration clandestine à environ 100 km au Sud de Dakhla à bord d'une barque de pêche artisanale qui se dirigeait vers les côtes espagnoles.

Les 32 migrants clandestins ont été transférés au centre d'accueil de Dakhla dans le cadre des mesures prévues par l'état d'urgence sanitaire.

A.E.K

Dur, dur sera l'après corona



La fin tant attendue de la crise du Covid-19 ne signifiera pas, pour autant, la fin de notre clavaire. Une autre crise, cette fois-ci économique, pointe à l'horizon. En effet, les perspectives économiques s'annoncent sombres.

Avec une économie liée à la consommation, le commerce et le tourisme, notre pays risquera d'enregistrer des pertes importantes en 2020. Etant également dépendante de l'économie européenne, l'activité économique du Royaume sera inévitablement impactée par le repli de la croissance dans ce continent, a indiqué une récente note de la Délégation de l'UE au Maroc relative à l'impact économique de l'actuelle pandémie sur notre pays qui a rappelé que l'Union européenne représente plus de 58% des exportations marocaines, 59% du stock d'IDE, 70% des recettes touristiques et 69% des transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE).

Concernant le tourisme, ladite note a révélé que l'impact de la crise du Covid-19 sur ce secteur a été évalué par la Confédération nationale du tourisme (CNT) à 34,1 Md de dirhams de perte en termes de chiffre d'affaires en 2020 et de 14 Md de DH de pertes en termes de chiffre d'affaires pour l'hôtellerie qui perdra près de 6 millions de touristes (-98%) et 11,6 millions de nuitées.

La note ajoute que pas moins de 500.000 emplois et 8.500 entreprises seraient menacés, dont des entreprises d'hébergement touristique classées, des entreprises de restauration touristique, des agences de voyages, des sociétés de transport touristique et des sociétés de location de voitures.

CFG Bank a, pour sa part, estimé les effets d'une baisse des arrivées touristiques à 39% en 2020 (soit 5 mil-

lions de touristes en moins) et des nuitées à 30% par rapport à 2019, en pré-supposant que la contre-performance des touristes étrangers serait partiellement compensée par la performance des touristes nationaux.

Au niveau du secteur du transport, les prévisions relatives à l'aérien prévoient des pertes de l'ordre de 4,9 millions de passagers en moins et un manque à gagner de 728 M USD. Les perturbations de trafic aérien pourraient en outre faire encourir des risques à plus de 225.000 emplois. Les transports routier et ferroviaire devraient également être touchés par la crise suite à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de voyageurs depuis le 24 mars dernier. Certains opérateurs relèvent une hausse des prix variant entre 50 et 75% au niveau du transport routier, correspondant à un surplus variant entre 2.100 euros et 3.500 euros par livraison. Ceci s'expliquerait par le fait que les camions de transport international routier partent pleins du Maroc mais rentrent vides, à cause de la baisse de la demande des importateurs marocains et des perturbations de la production en Europe ainsi que par la pénurie de chauffeurs professionnels sur le marché.

Sur un autre registre, la note de la délégation européenne précise que le secteur automobile est actuellement à l'arrêt suite aux décisions de Renault et de PSA, locomotives du secteur au Maroc, de suspendre temporairement leurs activités dans le Royaume à compter du 19 mars dernier. Cette décision a un impact inéluctable sur tout le secteur. Alors que l'arrêt temporaire de l'activité de Renault au niveau de ses deux sites de production de Tanger et de Casablanca concerne 11.000 collaborateurs, la suspension des activités de PSA à Atlantic Free Zone

touche 1.600 collaborateurs et impacte ses équipementiers et ses 66 fournisseurs. L'arrêt d'activité pourrait, à terme, impacter les 180.000 employés du secteur et les 250 équipementiers qui opèrent sur neuf écosystèmes (câblage, intérieur des véhicules & sièges, métal et emboutissage, batteries, PSA, moteurs, Renault, Delphi et Valeo).

En tant que premier secteur exportateur du pays (27% des exportations en 2019 avec un chiffre d'affaires à l'export de plus de 7 Md d'euros, toute baisse de son activité aura un fort impact sur la balance commerciale du Maroc. La crise actuelle risque également de compromettre l'objectif du ministère de l'Industrie d'atteindre une capacité de production annuelle de 1 million de véhicules d'ici 2022 et un chiffre d'affaires à l'export de 100 Md de DH.



La Délégation européenne dresse un tableau sombre des perspectives de l'économie marocaine

Les ventes nationales devraient accuser une baisse compte tenu de la faible propension à la consommation de biens durables par la population et le report du Salon Auto Expo initialement prévu pour juin 2020. A noter que l'Administration des douanes a invité les membres de l'Association des importateurs de véhicules automobiles montés à réduire au strict minimum leurs importations.

Du côté du secteur du textile/habillement, la note révèle qu'il souffre, à la fois, de la perturbation des approvisionnements puisqu'une bonne partie de la matière première utilisée vient d'Asie, particulièrement de Chine et, du manque de visibilité au niveau des donneurs d'ordres, notamment au vu de la baisse de la demande européenne sur le textile et habillement (l'Espagne et la France absorbant près de 60% des exportations du secteur), induisant une baisse des commandes auprès des fournisseurs, selon le président de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (AMITH).

Et qu'en est-il de l'industrie agro-alimentaire qui réalise un chiffre d'affaires annuel dépassant les 100 Md de DH (9 Md d'euros) en moyenne au cours des dernières années et qui représente 25% du PIB industriel du Maroc et assure plus de 110.000 emplois ? Le secteur, particulièrement la transformation des produits alimentaires, risque de subir des problèmes d'approvisionnement en intrants et en produits semi-finis. D'une part, les 2.000 unités agro-industrielles présentes au Maroc pourraient se confronter à un problème d'approvisionnement en ingrédients et additifs - pour la plupart importés - utilisés par la quasi-totalité des filières dans leur processus de fabrication. Ceux-ci incluent les conservateurs, les émulsifiants, les graisses et autres gélatines et texturants, les stabilisants, les édulcorants, les épaississants, les vitamines, les enzymes, les acides et les autres antioxydants naturels ou synthétiques utilisés par différents industriels, notamment les producteurs d'huiles d'olive, de jus de fruits, de bière, de vin, de produits laitiers et de confiserie. D'autre part, les chaînes de production des usines marocaines risquent d'être perturbées en raison de la baisse des stocks de sécurité, naturellement peu élevés, de certains produits semi-finis tels que le concentré de fruits à la base de la production des jus industriels, importé principalement de l'Union européenne.

S'agissant de la transformation des produits de la mer, certains opérateurs relèvent une perturbation des chaînes logistiques et d'approvisionnement en matières premières, notamment les boîtes métalliques pour la conserve alimentaire. Pour la pêche, l'impact est à ce stade (mois de mars) minime en raison de la période de repos biologique pour la pêche artisanale. La situation pourrait devenir plus délicate depuis le 1er avril. Le secteur de l'industrie de la pêche offre environ 660.000 emplois directs et indirects, fait vivre quelque trois millions de personnes et exporte plus de 85% de sa production.

Du côté des industries extractives, le secteur des phosphates semble pour l'instant immunisé. Dans un communiqué, l'Agence nationale des ports (ANP) confirme que « le fonctionnement du port de Jorf Lasfar n'a pas été impacté par les retombées du Covid-19, notamment les marchandises nécessaires pour le fonctionnement du complexe industriel de l'OCP, la centrale thermique et les autres unités industrielles ».

Hassan Bentaleb

Mesures pour la protection des magistrats et des justiciables



Le ministère de la Justice a pris une série de mesures pour protéger les magistrats, cadres, fonctionnaires et justiciables au niveau de l'administration centrale, des services déconcentrés et des différents tribunaux du Royaume, dans le cadre des mesures préventives visant à endiguer la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19).

Parmi ces mesures, le ministère a cité la mobilisation d'une enveloppe budgétaire

et de déléguer la procédure de versement de la majeure partie de ces crédits aux directeurs déconcentrés dans toutes les Cours d'appel du Royaume, pour l'acquisition et la distribution des équipements de prévention au sein des différents tribunaux et services judiciaires, pour la stérilisation et la désinfection des espaces communs (ascenseurs, escaliers, poignées de portes...), de même que de fournir tous les produits et matériaux d'hygiène,

de stérilisation et de désinfection au niveau de l'administration centrale et des tribunaux pour limiter la propagation du nouveau coronavirus.

Ces mesures consistent également en la création d'une cellule au niveau de l'administration centrale du ministère de la Justice, dont la mission est de suivre et d'accompagner les travaux des directions déconcentrées et de les soutenir sur les plans matériel et logistique.

Par ailleurs, conformément à la circulaire N° 01 du ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'administration du 16 mars 2020, le ministère de la Justice a adressé une note à ses fonctionnaires administratifs, les appelant à adopter un système de présence rotatif, ne portant pas préjudice au bon fonctionnement de l'établissement, réduisant la surpopulation au sein des bureaux et limitant la tenue de réunions sauf en cas de nécessité extrême de manière à préserver la sécurité des personnes, a souligné le ministère dans un communiqué.

Dans le domaine du numérique, le ministère de la Justice a annoncé qu'en plus des services numériques fournis au service des usagers et justiciables via son portail électronique mahakim.ma, de nouveaux services à distance verront le jour pour limiter le déplacement des usagers et des justiciables aux tribunaux et administration centrale.

Le ministère a, d'autre part, réitéré son soutien à l'effort national de lutte contre la propagation de la pandémie du Covid-19, notant qu'il apporte toutes ses ressources matérielles, humaines et logistiques pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement.

Dans ce sens, le ministère s'engage à ne ménager aucun effort pour assurer la protection et la sécurité sanitaire des magistrats, fonctionnaires et usagers, appelant à davantage de coordination entre les différentes composantes du système judiciaire pour la réalisation efficace des mesures gouvernementales, conclut le communiqué.

La sécurité des patients et du personnel de santé mise en avant

Plusieurs mesures et initiatives sanitaires ont été prises au niveau du ministère de la Santé et du ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement, pour protéger l'environnement et garantir la sécurité des patients, du personnel médical, des fonctionnaires des établissements de santé, des agents de propreté et de tous les citoyens marocains.

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la campagne de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) et de ses répercussions négatives, y compris au niveau environnemental qui a connu, dernièrement, une évolution significative de la qualité et de la quantité des déchets résultant des usages publics, ménagers, personnels et médicaux et provenant des établissements de santé spécialisés dans la prise en charge des personnes atteintes du Covid-19, a indiqué, vendredi, un communiqué conjoint des deux ministères.

Ces mesures visent, également, à sensibiliser les citoyens,

dont les personnes atteintes du nouveau coronavirus, sur la manière de traiter les déchets résultant de l'utilisation d'équipements de protection individuelle et de s'en débarrasser de façon adéquate.

Dans ce sens, le ministère de la Santé a accordé une importance particulière à l'aspect environnemental dans son plan national de veille et de riposte au Covid-19, à travers la sensibilisation et le suivi rigoureux du processus de gestion des déchets médicaux provenant des établissements de santé.

Concernant la sensibilisation des citoyens, le ministère a mis en place des stratégies de communication comprenant des conseils à suivre pour se débarrasser des équipements de protection individuelle, a souligné la même source, notant que le ministère de la Santé affirme qu'il est préférable de se laver les mains avec de l'eau et du savon au lieu d'utiliser des gants sur lesquels le virus survit pendant près de 10

jours, contre seulement 10 minutes sur la peau.

Le ministère de la Santé souligne, également, que les masques médicaux ne doivent être utilisés que par les professionnels de santé, les patients et les personnes atteintes de symptômes respiratoires pour éviter toute contamination, appelant à jeter les gants, masques médicaux et mouchoirs en papiers dans une poubelle contenant un sac en plastique.

En outre, si un membre de la famille s'avère atteint du Covid-19, tous les déchets doivent être jetés dans un sac en plastique sans totalement le remplir, l'arroser d'eau de javel, fermer le sac, le mettre dans un second sac en plastique, avant de le placer avec le reste des déchets ménagers afin d'éviter toute contamination et, ainsi, réduire la propagation du virus chez les agents de propreté, souligne la même source.

Le ministère de la Santé s'est également engagé à sensibiliser sur les dangers des déchets résultant des traitements des patients



du Covid-19 dans les établissements de santé, les appelant à renforcer les processus d'hygiène et à veiller à la bonne gestion des déchets médicaux conformément aux dispositions des lois en vigueur, souligne le communiqué, ajoutant que les entreprises spécialisées dans le transport et le traitement des déchets médicaux sont invitées à renforcer davantage les procédures de sécurité et le respect strict des règles d'hygiène publique.

A cet égard, un contrôle strict de ces entreprises sera assuré afin

de garantir la bonne gestion des déchets médicaux avant leur élimination dans les lieux désignés à cet effet, tout en veillant au respect des règles en vigueur.

De son côté, le ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement a appelé les entreprises spécialisées dans la gestion des déchets ménagers à sensibiliser ses fonctionnaires sur les dangers des déchets et au respect strict des règles d'hygiène, tout en leur apportant équipements et combinaisons nécessaires, conclut le communiqué.

Les jeunes d'Ouezzane à la rescousse des personnes qui vivent dans le dénuement



Des jeunes bénévoles de la ville d'Ouezzane, Dar Dmana, ont pris l'initiative de venir en aide aux personnes en situation précaire, afin de minimiser le plus possible l'impact de l'état d'urgence sanitaire sur cette frange de la société, et ce au sein d'une province qui se retrouve généralement en marge de la dynamique économique de la région du Nord.

Avec les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, la situation de plusieurs habitants de Ouezzane a changé, notamment celle des travailleurs journaliers dont le revenu s'est arrêté.

Ainsi, plusieurs initiatives ont vu le jour à Ouezzane, à l'instar de "Mains blanches", une des premières à avoir fait des personnes en situation de précarité sa principale préoccupation durant cette situation exceptionnelle, et ce à travers la distribution d'aides à des personnes impactées par le confinement et choisies par les coordinateurs de cette initiative, en respectant toutes les mesures préventives visant à lutter contre la propagation du nouveau coronavirus.

Cette initiative a été proposée par les jeunes de la ville, avec le soutien de plusieurs bienfaiteurs, pour répondre aux besoins urgents des personnes en situation de précarité, a indiqué Karim Dibouch, qui supervise cette opération, expliquant que cette action participative émane d'un bénévolat libre et transparent, ainsi que d'un énorme esprit de patriotisme.

Au début de cette initiative, plus de 500 paniers de denrées alimentaires ont été dis-

tribués à des familles identifiées par des coordinateurs de quartiers, après quoi les responsables de l'initiative ont décidé de se joindre à une autre action similaire menée sous la supervision et avec la coordination des autorités locales.

Elle a permis la distribution de quelque 205 paniers de denrées alimentaires en seulement 5 jours, grâce aux contributions de bienfaiteurs de la ville. Cette initiative se poursuivra encore conformément aux mesures préventives visant à lutter contre la propagation du Covid-19.

Cet esprit de solidarité a conduit plusieurs personnes originaires de la ville à adhérer au groupe "Ouezzanis du monde face à la pandémie du coronavirus", qui compte aujourd'hui près de 1.000 membres et vise à collecter des dons et des aides pour soutenir les habitants de la ville démunis lors de cette période durant laquelle l'économie locale de Ouezzane, basée principalement sur l'agriculture et l'artisanat, risque de souffrir.

Ainsi, Allal Thami, résidant en France et coordinateur de cette initiative, a indiqué que l'idée émane des membres de sa famille vivant à Ouezzane pour venir en aide aux familles démunies vivant dans leur quartier, ajoutant que l'idée a été appréciée par plusieurs de ses amis et proches vivant en dehors de la ville ou à l'étranger, ce qui l'a poussé à créer un groupe sur "Facebook" dédié à la solidarité.

Grâce à une grande mobilisation dans le cadre de l'opération "Mains blanches", les "Ouezzanis du monde" ont réussi à venir en aide, sous la supervision des autorités lo-

cales, à des dizaines de familles au cours de la première semaine, tandis que la collecte des dons se poursuit pour le lancement d'une deuxième phase dans plusieurs villages avoisinants.

Dans cet élan de solidarité, une équipe de bénévoles, composée d'acteurs de la société civile, oeuvre, sous la supervision des autorités locales, à héberger temporairement les personnes sans-abri dans la salle couverte après l'avoir aménagée et équipée.

Par ailleurs, cet esprit de solidarité a connu la contribution de plusieurs conseils d'élus, puisque le Conseil de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima a alloué deux millions de dirhams (2MDH) à chaque province et préfecture de la région, afin de financer l'achat de denrées alimentaires de base et les distribuer aux personnes démunies, sous la supervision des autorités.

De même, le Conseil provincial de Ouezzane s'est engagé pour sa part à mobiliser un million de dirhams pour le soutien social ainsi que les initiatives des communes relevant de la province visant à distribuer de l'aide aux familles en situation de précarité.

Plusieurs communes de la province ont également alloué des montants pour l'acquisition et la distribution de denrées alimentaires de base, en coordination avec les autorités provinciales et locales.

Face à cette période de crise, les Ouezzanis, poussés par un esprit humanitaire, ont fait preuve d'énormément de solidarité pour surmonter, ensemble, cette situation exceptionnelle qui pèse sur une large frange des habitants de la ville.

Campagne d'hébergement des SDF à Khénifra

Une campagne d'hébergement et de logement des personnes sans-abri a été lancée, jeudi à Khénifra, et ce dans le cadre des mesures préventives visant à circonscrire la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19).

Cette initiative solidaire, qui est supervisée par la délégation de l'Entraide nationale à Khénifra en partenariat avec les autorités locales et l'Association de bienfaisance de Khénifra et de M'rirt et qui vise à protéger et alléger les souffrances de cette catégorie vulnérable en ces circonstances exceptionnelles, s'inscrit dans le cadre du programme national de logement des personnes sans domicile fixe en vue de parer à toute éventuelle propagation de cette pandémie.

Dans ce cadre, deux centres ont été équipés pour accueillir un premier groupe de personnes sans logement fixe dans deux quartiers appartenant à Dar Talib de Moha Ouhemmou Zayani dans la ville de Khénifra avec une importante capacité litière (40 lits) ainsi que Dar Talib et Dar Taliba de M'rirt avec une capacité de 30 lits hébergeant 7 personnes actuellement.

Avant de loger ces personnes dans ces centres, un examen médical est effectué pour s'assurer que la personne est exempte de toute maladie contagieuse ou symptôme du coronavirus, au moment où la délégation de l'Entraide nationale à Khénifra offre plusieurs services (alimentation, habits...) à ces pensionnaires conformément aux règles d'hygiène préconisées par les services compétents en étroite coordination avec le Bureau d'hygiène communal qui mène régulièrement des opérations de désinfection et de stérilisation de ces établissements.

Dans une déclaration à la MAP, le délégué provincial de l'Entraide nationale à Khénifra, Yassine Afrani a expliqué que les services de l'Entraide nationale en pleine coordination avec les autorités locales, ont œuvré à la création de ces deux centres afin d'accueillir des groupes de personnes en situation de précarité, et ce dans le sillage de la mise en œuvre des consignes préconisées par la cellule de vigilance au niveau préfectoral dans le but de fournir tous les services sociaux de base au bénéfice des groupes les plus vulnérables notamment en cette période d'urgence sanitaire.

Prise en charge officielle des frais d'inhumation des MRE en situation précaire



Le ministère délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger (MRE) a décidé de couvrir les charges d'inhumation des dépouilles des défunts marocains en situation précaire et ne possédant pas d'assurance, ainsi que leur enterrement dans les carrés musulmans des cime-

tières des pays de résidence, et ce en raison des répercussions des mesures entreprises par différents pays pour endiguer la propagation de la pandémie du Covid-19 à l'échelle nationale et internationale, et face à l'incapacité de rapatrier les dépouilles des Marocains décédés à l'étranger

pour être inhumés au Maroc.

Les représentations diplomatiques et les centres consulaires du Maroc à l'étranger veilleront à la mise en œuvre de cette décision en concertation avec les familles des défunts, selon des modalités et des procédures spécifiques, a indiqué samedi le mi-

nistère dans un communiqué.

Cette nouvelle mesure a été déployée pour adapter le dispositif de rapatriement des dépouilles, supervisé par le ministère, au contexte de la crise actuelle liée à la pandémie du coronavirus et ce, dans le but d'apporter tout le soutien aux MRE et à leurs familles, en cette conjoncture particulière, "qui exige que chacun de nous fasse preuve de patriotisme, de responsabilité et de solidarité" et comprenne la situation difficile à laquelle le monde fait face actuellement.

"Le ministère délégué chargé des MRE a toujours assuré le rapatriement des dépouilles des défunts au Maroc et ce, en étroite coordination avec les représentations diplomatiques et les centres consulaires du Royaume à l'étranger, dans le cadre d'un programme de soutien aux MRE les plus démunis et ne possédant pas d'assurance de rapatriement des dépouilles", poursuit la même source.

Dans ce contexte, le ministère délégué a souligné la forte

mobilisation de toutes les représentations diplomatiques et tous les services consulaires dans les pays d'accueil et les efforts considérables et continus entrepris par eux pour accompagner les MRE à faire face à cette conjoncture exceptionnelle.

Par ailleurs, il a salué toutes les composantes de la société civile des Marocains du monde dans les pays d'accueil, et par conséquent tous les MRE, pour l'esprit d'engagement et de solidarité et les valeurs marocaines authentiques dont ils ont fait preuve, à travers les différentes initiatives d'envergure et honorables mises en œuvre dans les pays d'accueil.

"Nous implorons Dieu le Tout-Puissant que cette situation difficile soit vite dépassée et que les choses rentrent dans l'ordre le plus tôt possible. Qu'Allah accorde sa sainte miséricorde à tous nos défunts, à l'intérieur et à l'extérieur de notre patrie, et les accueille en son vaste paradis et accorde patience et réconfort à leurs familles en ces moments difficiles", conclut le ministère.

Assistance aux familles de nos compatriotes décédés en France et en Belgique

Suite aux différentes mesures exceptionnelles prises par les pouvoirs publics pour lutter contre l'épidémie du Covid-19, notamment l'impossibilité provisoire de rapatriement des corps des défunts pour être inhumés sur le territoire marocain, l'ambassade du Royaume annonce, vendredi, "un accompagnement" et "une assistance" aux familles des Marocains décédés du coronavirus en France.

"Cette assistance se traduit par un soutien financier aux plus démunis des concitoyens pour leur assurer les conditions d'inhumation dans les carrés musulmans réservés par les autorités françaises", a précisé l'ambassade du Royaume dans un communiqué transmis à la MAP.

Les familles des défunts sont priées d'approcher les consuls généraux du Royaume du Maroc de leurs circonscriptions consulaires pour s'enquérir des modalités de l'assistance mise en place, a indiqué la même source.

"L'ambassade et les consulats généraux du Royaume du Maroc en France invitent, dans ces moments difficiles, les concitoyens à s'inscrire dans un esprit de responsabilité et de coopération avec les différentes autorités et acteurs français impliqués dans les procédures d'inhumation spécifiques liées à l'épidémie du Covid-19", sou-

ligne-t-on de même source.

Pour sa part, l'ambassade du Maroc en Belgique et au Grand Duché de Luxembourg a indiqué, vendredi, avoir mis en place des mesures visant à apporter assistance aux familles des Marocains décédés sur le territoire belge.

«Suite aux différentes mesures prises pour éviter la propagation de la pandémie du Covid-19, notamment l'impossibilité de rapatriement des corps des défunts pour être inhumés à la mère patrie, l'ambassade du Royaume du Maroc en Belgique informe les citoyennes et citoyens marocains résidant en territoire belge qu'il a été décidé d'apporter toute l'aide et l'appui nécessaires aux familles des Marocains décédés pour inhumer les défunts dans les cimetières ou espaces réservés aux musulmans en Belgique», affirme l'ambassade dans un communiqué. Cette aide consiste en la prise en charge des frais d'obsèques pour les démunis et les personnes décédées n'ayant pas souscrit à des assurances, précise la même source.

L'ambassade du Maroc appelle les citoyennes et les citoyens marocains à faire preuve de «compréhension en ces moments exceptionnels que nous traversons tous et à s'inscrire dans un esprit de solidarité, d'entraide, de responsabilité et de patriotisme».

Les Marocains bloqués en Turquie hébergés dans des hôtels

Plus de mille Marocains bloqués en Turquie ont finalement été hébergés dans plusieurs hôtels de la ville d'Istanbul, après que les vidéos dénonçant le traitement qu'ils ont subi devant les représentations diplomatiques et consulaires marocaines aient fait le buzz sur les réseaux sociaux et sont devenues virales.

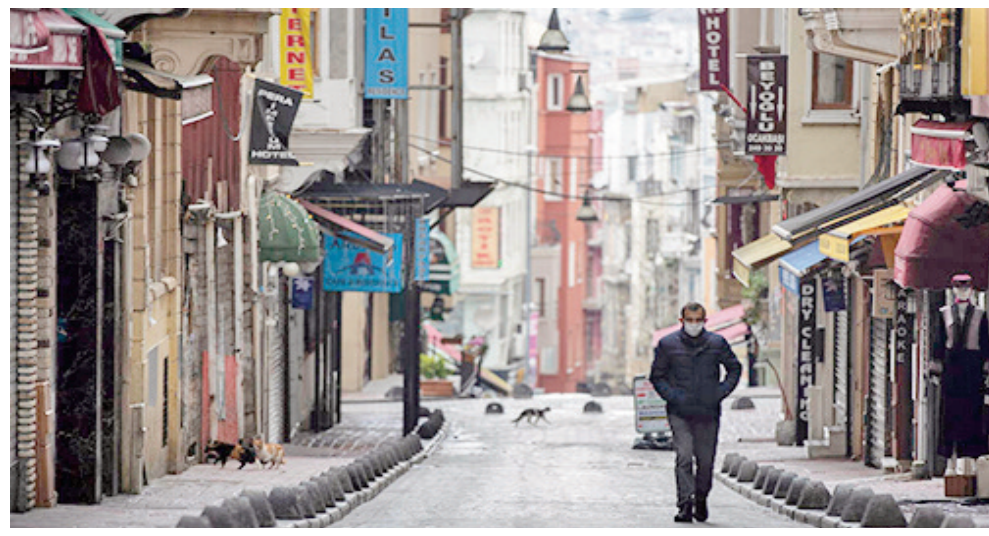
Selon des informations recueillies samedi par la MAP auprès du consulat, 479 chambres ont été réservées dans 16 hôtels à Istanbul afin de soutenir ces Marocains et de leur assurer l'hébergement et la nourriture, après l'ouverture d'une liste, entre le 16 et le 23 mars dernier pour inscrire les noms des bénéficiaires.

La même source a précisé que dans la pers-

pective de continuer à assurer ces services, dans la limite des moyens disponibles, il a été décidé de choisir des chambres pour deux personnes, et parfois pour trois personnes.

La représentation diplomatique a également salué le comportement des Marocains d'Istanbul, qui ont fait preuve d'un sens élevé de compréhension et de solidarité dans ces circonstances difficiles.

Suite à la propagation du coronavirus, l'ambassade du Maroc à Ankara en coordination avec le consulat général à Istanbul, avait mis en place une cellule de veille et d'accompagnement des membres de la communauté marocaine en Turquie en vue de leur fournir le soutien nécessaire.



Usurpation d'identité et escroquerie

Le service préfectoral de la police judiciaire de Marrakech, en étroite coordination avec les services de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST), a arrêté, samedi, quatre individus, dont deux frères, pour leur implication présumée dans un réseau criminel actif dans l'usurpation d'identité et l'escroquerie sous prétexte de collecte de dons pour les victimes du nouveau coronavirus, indique la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué.

Le principal suspect, son frère et deux autres complices ont été arrêtés dans la ville de Ben Ahmed en flagrant délit de réception d'un mandat perçu par voie d'escroquerie, et ce suite à l'usurpation, par le principal suspect, de l'identité d'un agent d'autorité, chef d'une annexe administrative sise à Marrakech, qui enjoint aux propriétaires de magasins et aux pharmacies de cette ville de faire des dons financiers et autres en nature, prétendant que ceux-ci seront remis aux personnes en situation de précarité touchées par le nouveau coronavirus, ajoute le communiqué de la DGSN.

Le pointage dans la base de données des personnes recherchées a révélé que le principal mis en cause, âgé de 50 ans, fait l'objet de 14 avis de recherche nationaux dans des affaires d'escroquerie suivant le même modus operandi, alors que son frère, 40 ans, est recherché pour une affaire d'escroquerie, précise la DGSN.

Fausse accusations et injures

Le service préfectoral de la police judiciaire de Casablanca a arrêté, vendredi, l'employée d'une entreprise pour son implication présumée dans la diffusion d'un "live" sur son compte Instagram personnel, contenant de fausses accusations et des injures explicites à l'encontre du personnel médical.

Les services de la veille informatique relevant de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) avaient tracé une vidéo diffusée en "live", dans laquelle la mise en cause, âgée de 34 ans, accuse le personnel médical de négligence vis-à-vis des patients infectés au nouveau coronavirus, en leur attribuant la responsabilité de provoquer intentionnellement les cas de décès de cette pandémie mondiale, indique dans un communiqué la DGSN.

Une enquête judiciaire ouverte au sujet de cet enregistrement a permis l'identification et l'arrestation de la prévenue, a ajouté le communiqué.

La mise en cause a été placée en garde à vue à la disposition de l'enquête menée sous la supervision du parquet compétent, afin de déterminer les tenants et aboutissants de cet acte criminel, poursuit la DGSN.

Cette affaire intervient dans le cadre des opérations menées par les services de la DGSN pour lutter contre les posts et contenus numériques diffusant des informations erronées et fallacieuses visant à semer la confusion autour des efforts publics de lutte contre la propagation de cette pandémie mondiale.

Campagnes de contrôle des prix à Ouarzazate et Tahanaout



Les autorités provinciales d'Ouarzazate ont intensifié les opérations de contrôle des prix des produits alimentaires, de suivi de l'approvisionnement des marchés et de lutte contre la fraude, dans le cadre de l'application de l'état d'urgence sanitaire.

Le comité de veille chargé du contrôle des prix des denrées alimentaires et de l'approvisionnement des marchés au niveau de la province d'Ouarzazate a constaté, au cours des opérations menées au niveau des points de vente, un approvisionnement suffisant et régulier des marchés en produits alimentaires, avec un stock capable de couvrir les besoins des consommateurs durant plusieurs mois.

Le chef par intérim de la Division des affaires économiques et de la coordination à la province d'Ouarzazate, Mohamed El Mansouri, a souligné que, malgré l'état d'urgence sanitaire, le comité provincial chargé du contrôle des prix a intensifié ses

efforts visant à attirer l'attention des commerçants quant à la nécessité de s'approvisionner suffisamment en produits de première nécessité et d'afficher leurs prix.

Il a précisé, dans une déclaration à la MAP, que le comité provincial veille à combattre tout phénomène à même d'affecter l'équilibre des marchés, dont le monopole des produits ou les prix excessifs, le but étant de rassurer les citoyens, surtout en ces moments de confinement dus à l'état d'urgence sanitaire.

Pour sa part, Mohamed El Amri, délégué provincial du ministère du Commerce et de l'Industrie à Ouarzazate-Zagora-Tinghir, a appelé les citoyens à éviter la ruée sur les produits alimentaires, soulignant que ce département est engagé pour l'approvisionnement des marchés de tous les produits dont le consommateur a besoin.

Il a affirmé que la province d'Ouarzazate dispose d'un stock de produits de première nécessité suffisant pour couvrir les besoins des

trois mois à venir.

Abdelhakim Errakibi, un des commerçants d'Ouarzazate, a indiqué que l'ensemble des produits de consommation sont disponibles en abondance, mettant en exergue la coordination avec les services compétents de la Délégation provinciale du commerce et de l'industrie pour l'approvisionnement constant des marchés.

Pour leur part, les services de la Division des affaires économiques de la préfecture de la province d'Al Haouz ont intensifié leurs opérations de contrôle des prix, de suivi de l'état d'approvisionnement des marchés locaux en denrées alimentaires et de lutte contre le monopole de certains produits et ce, dans le cadre de la mise en application d'une batterie de mesures visant à atténuer les effets socioéconomiques du nouveau coronavirus (Covid-19) sur la population.

A cet effet, il a été procédé à la mise sur pied à Tahanaout d'une commission mixte composée des

services de la préfecture, de la délégation provinciale de la santé, de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA) et du Bureau communal d'hygiène (BCH), ainsi que des comités locaux au niveau des collectivités territoriales relevant de la province.

Ces commissions multiplient leurs descentes inopinées dans les différents points de vente afin de veiller de près au suivi de l'état d'approvisionnement des marchés locaux en denrées de première nécessité, au contrôle des prix et au respect de la tarification fixée par les autorités compétentes.

Ainsi, les membres de ces commissions se rendent quotidiennement dans les entrepôts, les boulangeries, les boucheries, les locaux de commerce et les marchés de fruits et légumes en vue de s'assurer de l'abondance des produits, de contrôler les prix et la qualité des marchandises et de veiller au respect des normes d'hygiène requises.

En cas d'enregistrement d'infra-

ctions, ces commissions procèdent à la rédaction de procès-verbaux répressifs et leur soumission à la justice, afin de garantir la transparence de l'opération commerciale et d'éviter le recours de certains commerçants au stockage et au monopole des produits alimentaires.

A rappeler que le gouverneur de la province d'Al Haouz, Rachid Benchikhi, avait donné des instructions fermes aux agents d'autorité afin de durcir et d'intensifier les opérations de contrôle pour faire face à toute éventuelle spéculation sur le marché local en raison de la situation actuelle induite par la propagation du Covid-19.

Il avait également invité les commissions de contrôle à coordonner avec le parquet, en vue de veiller au respect de la loi et de sanctionner fermement toute infraction au prix ou pratique illicite pour garantir la protection du pouvoir d'achat des citoyennes et citoyens en cette conjoncture exceptionnelle et difficile.

Insulter l'Afrique n'est plus aussi grave en France !

Le Club des avocats du Maroc décide de porter plainte contre les propos tenus sur LCI par le Pr. Jean-Paul Mira de l'hôpital Cochin



Trois jours après les insultes adressées à tous les Africains sur l'une de ses chaînes de télévision, la France, à quelques exceptions près, ne semble pas s'en émouvoir pour autant, ne serait-ce que par courtoisie à ses citoyens d'origine africaine.

Tant et si bien que les deux éminents chercheurs, qui ont tenu cet échange surréaliste en direct, se sont fendus de justifications incongrues pour se détourner de leurs responsabilités, alors que leurs propos invraisemblables sont clairs comme l'eau de roche.

Leur déni de la réalité est plus choquant que leur réflexion. Les excuses d'après coup

ne changent rien à la donne. Le mal a été fait, en toute conscience mais en mauvaise connaissance des causes.

Dans leur délire discursif, les deux prestigieux experts en médecine ont proposé, sans sourciller, de faire des Africains une sorte de cobayes d'un vaccin expérimental contre le nouveau coronavirus. A aucun moment de leur dialogue, ils ne semblaient ignorer qu'ils étaient en train de parler d'êtres humains et non pas de rats de laboratoire.

S'ils sont tellement soucieux de la vie de gens vivant à mille lieues, ils auraient dû, d'abord, avoir une pensée pour leurs

proches voisins, qui se meurent tous les jours dans l'indifférence totale et à qui on refuse masques et respirateurs.

Il y a quelque temps, les politiques, les philosophes et le commun des mortels en France se sont déchirés, durant des semaines, autour du terme "féminicide" ou encore sur l'utilisation de "pain au chocolat ou chocolatine".

Quand il est question d'une offense à l'encontre de plus d'un milliard d'êtres humains, c'est silence radio, comme si les Africains étaient une race de sous-hommes, dont les états d'âme ou les sentiments ne méritent aucune considération.

Depuis la diffusion de cette séquence troublante, aucune réaction officielle de quelque nature que ce soit n'a été communiquée. Apparemment, on confond bien liberté d'expression et liberté de diffamer.

Hormis les réactions révoltées de quelques personnalités connues pour leurs positions de principe sur les questions de racisme, il paraît que le mépris des Africains ne dérange pas outre mesure dans l'Hexagone.

Jusqu'à-là, les chaînes françaises, qui s'emballent pour tout et pour rien, semblent dire «Circulez, il n'y a rien à voir». Les médias écrits brodent autour d'une dépêche d'agence insipide. Les fameux experts, dont la salive gicle sur les plateaux de télévision en discutant de coronavirus, font l'autruche.

Chez les citoyens des pays diffamés, il était tout à fait attendu que cet incident suscite une levée de boucliers et une vaste campagne de révolte. L'émoi est à la mesure de l'affront. L'incrédulité des débuts a vite

cédé le pas devant une immense colère, qui risque de ne pas retomber de sitôt.

Célébrités ou citoyens lambda, tout le monde partage le même sentiment de dégoût et d'incompréhension face à la banalisation et la libération de la parole raciste dans un pays pour lequel leurs ancêtres ont versé leur sang.

Faisant preuve de promptitude, le Club des avocats du Maroc a pris les devants et décidé de porter plainte pour «diffamation raciale» auprès du procureur de la République française contre le professeur Jean-Paul Mira, chef du service de réanimation à l'hôpital Cochin de Paris, dont l'idée d'expérimenter le vaccin sur les Africains a été soutenue par son interlocuteur Camille Loch, directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Adviennent que pourra, le présent incident doit interpeller tous les Africains sur l'impératif de revoir en profondeur leurs rapports au reste du monde et à repenser sérieusement leur avenir commun.

Pour qu'un jour, le professeur Mira, dont le pays évacue ses malades vers l'Allemagne et manque terriblement de masques, fasse tourner sa langue mille fois avant d'évoquer un continent qui a recouvré sa liberté au prix de grands sacrifices.

L'Afrique n'a plus droit à l'erreur et doit se pencher, comme les autres et dès à présent, sur la préparation de l'après pandémie, qui ne doit se construire qu'à travers plus d'intégration et la mise en œuvre effective du principe de la "préférence continentale".

Par Jamal Chibli
(MAP)

Les Panafricaines montent au créneau

Le réseau des femmes journalistes d'Afrique, les Panafricaines, condamne "avec la plus grande fermeté" les propos insultants, à caractère raciste, tenus mercredi sur la chaîne de télévision d'information en continu LCI par le professeur Jean-Paul Mira, chef du service réanimation de l'hôpital Cochin.

Dans un communiqué, les Panafricaines rappellent que Jean-Paul Mira, qui interrogeait en duplex le professeur Camille Loch, directeur de recherche à l'Inserm au sujet du Covid-19 "traitement : pistes du vaccin BCG" a proposé de "faire cette étude en Afrique, où il n'y a pas de masque, pas de traitement, pas de réanimation, un peu comme c'est fait d'ailleurs pour certaines études dans le Sida où chez les prostituées on essaye des choses parce qu'on sait qu'elles sont hautement exposées et qu'elles ne se protègent pas".

Notant l'approbation du professeur Loch, le réseau s'indigne du fait qu'il est "tout simplement proposé et approuvé par l'interlocuteur, d'utiliser l'Afrique comme un laboratoire et donc les Africains comme des cobayes sur lesquels une expérience serait réalisée". Les Panafricaines se sont ainsi élevées

contre la "méconnaissance totale" dont a fait preuve Jean Paul Mira des réalités africaines, son "approche condescendante éhontée" envers l'Afrique et son usage de "clichés pour présenter la caricature d'un continent où les populations ne se protégeraient pas, où il n'y aurait rien: pas de masques, pas de traitement, pas de réanimation".

Les Panafricaines invitent le professeur Mira à "interroger ses collègues des hôpitaux de France qui ne manqueront pas de lui rappeler que ce qu'il dit pour parler du continent africain est d'abord valable pour le pays dans lequel il exerce sa profession".

Elles tiennent à rappeler ainsi qu'en France, "il n'y a que 7000 lits en réanimation alors que l'Allemagne en dispose de 27000", précisant que le personnel hospitalier parisien manque cruellement de masques et qu'aucun pays dans le monde ne dispose pour le moment de traitement approprié pour combattre cette pandémie inédite.

"L'Afrique et ses populations n'ont pas de leçon à recevoir d'individus de la sorte", martèlent-elles encore, affirmant que quelles que soient leurs difficultés, les "Africains les abordent dans la di-

gnité et puisent leur force dans leurs convictions".

Quant à nos faiblesses, toutes nos faiblesses, soulignent les Panafricaines, "elles sont le fruit de politiques perpétuées par des pays occidentaux qui continuent de doper leur taux de croissance sur les richesses de l'Afrique".

En commençant sa question par "si je peux être provocateur", Jean-Paul Mira est parfaitement conscient de la portée scandaleuse et donc répréhensible de ses propos, observe le communiqué, signalant qu'"aucune excuse ne peut lui être trouvée, tout comme au professeur Loch qui entame sa réponse en donnant raison à son interlocuteur".

Les Panafricaines disent noter "avec satisfaction" la réaction du directeur des Hôpitaux de Paris dont le directeur, Martin Hirsch, se dit "choqué" par ces propos. Elles notent, par ailleurs, qu'elles sauraient "considérer cependant, les excuses et les regrets qui sont exprimés par Jean-Paul Mira".

Le réseau exprime, toutefois, son "étonnement" devant le communiqué de l'Inserm, qui qualifie la vidéo médiatisée notamment dans les réseaux sociaux de "tron-

quée", "alors qu'elle n'a fait l'objet d'aucun montage et d'aucune altération d'aucune sorte".

Les Panafricaines demandent à la chaîne LCI "d'assumer ses responsabilités en tant que diffuseur",

et appellent le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, garant de la lutte contre les discriminations, à prendre les "mesures nécessaires pour rappeler LCI fermement à l'ordre", conclut le communiqué.

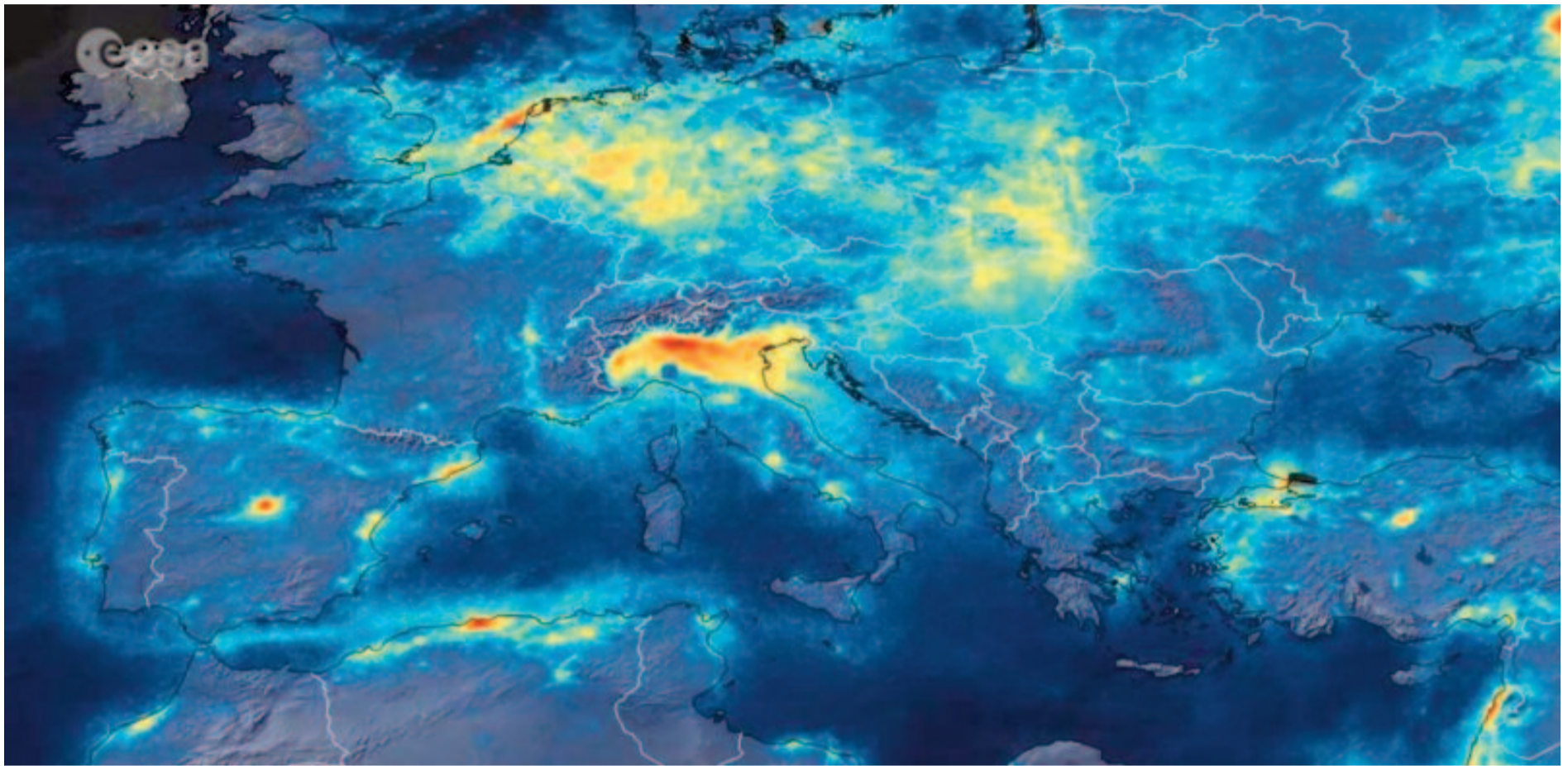
Vive polémique en France

L'Association SOS Racisme a réagi aux propos tenus sur la chaîne LCI en dénonçant "à l'endroit des corps noirs un mépris" et jugeant la comparaison avec le Sida et les prostituées "problématique" et "malvenue". "Non, les Africains ne sont pas des cobayes!", s'est-elle indignée dans un communiqué. La séquence vidéo a suscité également la colère de nombreux internautes en France et en Afrique, notamment le Club des avocats au Maroc qui a décidé de porter plainte pour diffamation raciale auprès du Procureur de la République française, suite à ces propos qu'il a jugés d'"abjects, haineux et racistes".

Toutefois, l'Inserm a relevé qu'il s'agit d'une "vidéo tronquée", tirée d'une interview sur LCI d'un de ses chercheurs à propos de l'utilisation potentielle du vaccin BCG contre le COVID19 qui fait l'objet "d'interprétations erronées sur les réseaux sociaux".

L'institut affirme sur Twitter que des essais cliniques visant à tester l'efficacité du vaccin BCG contre le Covid-19 sont en cours ou sur le point d'être lancés dans les pays européens (Pays-Bas, Allemagne, France, Espagne ...) et en Australie. "S'il y a bien actuellement une réflexion autour d'un déploiement en Afrique, il se ferait en parallèle de ces derniers. L'Afrique ne doit pas être oubliée ni exclue des recherches car la pandémie est globale", note l'institut. "Je veux présenter toutes mes excuses à celles et à ceux qui ont été heurtés, choqués, qui se sont sentis insultés par des propos que j'ai maladroitement prononcés sur LCI cette semaine, leur présenter mes excuses les plus sincères", a indiqué dans un communiqué des hôpitaux de Paris Jean-Paul Mira.

La nature remercie le confinement



Au Brésil, une espèce de tortue en voie de disparition et observée à de rares occasions par le passé, a profité de l'absence des humains sur les plages pour y pondre ses œufs. Les oiseaux se sont remis à chanter dans les grandes villes et la pollution a baissé de manière drastique. En conséquence, la couche d'ozone est en rémission. A toute chose malheur est bon. Si la nature pouvait parler, elle remercierait chaleureusement le confinement dû à la crise du COVID-19.

Le silence qui s'est installé dans nos rues n'a pas eu pour unique effet de nous faire reposer les tampons du brouhaha des klaxons. Il a aussi permis à la nature de se réapproprier les espaces que les humains lui ont spoliés, avec en prime, un immense impact sur l'environnement. Inspirer un grand bol d'air sur le balcon est redevenu un plaisir depuis que l'odeur âcre de la pollution s'est évaporée. Le confinement n'est évidemment pas tous les jours rigolo. Pour beaucoup, c'est même une expérience douloureuse à vivre, contrairement à la nature qui n'a pas tardé à en tirer profit.

Des métropoles à l'air purifié

La crise sanitaire actuelle n'a pas été tendre avec les activités économiques, à l'arrêt ou au ralenti depuis plusieurs semaines. Par la force des choses, les émissions de polluants dues au trafic routier et aux industries ont chuté de manière vertigineuse. En France par exemple, l'Institut national de l'environnement industriel et des risques a estimé que les concentrations de dioxyde d'azote dans l'air des grandes villes de l'Hexagone ont été divisées par deux par rapport aux valeurs attendues. Encore plus

saissant, en Chine, considérée comme l'usine du monde, dès le mois de février, soit deux mois après l'apparition de l'épidémie du COVID-19 à Wuhan, les émissions chinoises de CO₂ ont chuté de 25%, l'équivalent de 200 millions de tonnes, grâce à la fermeture des usines et la réduction des transports aériens. En plus, on note une baisse drastique de 36 % de la consommation de charbon dans les centrales électriques du pays.

Le silence comme bruit de fond

Retour en France où un silence inhabituel a envahi certaines régions. Bruitparif, l'observatoire du bruit en Ile-de-France qui a 150 stations de mesures à sa disposition, explique cette très forte baisse des émissions sonores par « la diminution drastique des trafics routier, aérien et même ferroviaire, ainsi que l'arrêt des chantiers et la fermeture de nombreuses activités et de lieux festifs ». Et le résultat est édifiant puisque Bruitparif estime qu'il y a entre 5 et 10 décibels de moins le long des axes routiers. Un constat qui s'améliore une fois le soleil couché. « La nuit, les diminutions peuvent atteindre 9 dB (A) aux abords de certaines voies à Paris, ce qui représente un niveau réduit de près de 90 % », selon Bruitparif qui constate par la même occasion que désormais « il devient possible de percevoir les sons de la nature, comme les chants des oiseaux ou les bruissements des feuilles dans les arbres ».

Des animaux sauvages à la fête

Au Maroc comme partout ailleurs dans le monde, le COVID-19 a offert un répit pour les animaux sauvages. Dans un quartier

huppé de Rabat, l'ancien athlète Aziz Daouda a croisé des sangliers, venus de la forêt mitoyenne, certainement encouragés par l'absence d'activité humaine. La suspension de toutes les activités de chasse n'est certainement pas étrangère à cet état de fait. Idem en plein désert à Merzouga. Dans ce petit village saharien situé dans le sud-est du pays, ce sont les fennecs qui ont fait leur réapparition.

Avec un peu d'imagination, il est facile de lire l'incrédulité sur les visages des animaux sauvages qui ont soudainement eu leur quartier libre pour déambuler comme bon leur semble, sans être dérangés ou percutés par un véhicule, comme en attestent les images d'un jeune puma qui s'est glissé dans les rues de Santiago (Chili). A Venise en Italie, la lagune a retrouvé sa clarté et ses bancs de poissons, enfin débarrassés des innombrables allers-retours des vaporettes qui avaient tendance à ramener les sédiments en surface. Sans oublier ce dauphin qui a fait craquer la Toile. Dans la vidéo, on voit un dauphin faire des ronds dans l'eau dans le port de Cagliari.

Retour en Chine, là où tout a commencé.

Wuhan, la capitale tentaculaire de la province du Hubei et épice de la pandémie du coronavirus, connue pour son marché d'animaux sauvages, notamment le pangolin, une espèce protégée mais dont la chair y est particulièrement prisée et qui est certainement vecteur du coronavirus. Après avoir pris conscience « que le prix à payer pour la société et l'économie est bien plus élevé que ce que peut rapporter ce commerce » comme l'a confié Jeff He, directeur pour la Chine du Fonds international pour la protection des animaux (IFAW), Pékin a décidé en février d'interdire la vente et la consommation d'animaux sauvages. Une prise de position radicale et surtout capitale pour la survie de plusieurs espèces animales en voie de disparition, mais aussi pour celle des humains. Par effet mikado, aux quatre coins du globe, les populations ont retenu la leçon, en l'occurrence le lien de plus en plus avéré entre le COVID-19 et le pangolin. Résultat : les ardeurs des amateurs de viande sauvage se sont calmées. En attestent les vendeurs de gibier au Gabon qui ont vu leurs ventes baisser nettement.

Chady Chaabi

Communiqué de la SOMAREF

S'inscrivant dans l'élan national de solidarité et en tant que société savante qui regroupe les médecins spécialistes en médecine physique et de réadaptation du Maroc tous secteurs confondus : universitaire, public, privé et militaire, la Société marocaine de médecine physique et de réadaptation (SOMAREF) répond à l'appel Royal en contribuant au Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Covid-19 avec un don de 100.000 DHS.

Par ailleurs, la SOMAREF se tient à la disposition des autorités compétentes pour toute intervention de nature à appuyer la stratégie nationale de lutte contre la propagation du coronavirus.

Docteur Hassane BENKHLAFA
Chargé de la communication de la SOMAREF
0661 20 72 89 docbekeb@yahoo.fr

Entretien

Farid Hosni

Le confinement total est très difficile car l'être humain est fondamentalement sociable

La situation en France est devenue critique. Chaque jour plus de 500 victimes du coronavirus y sont à déplorer. Farid Hosni est un militant associatif de gauche en région parisienne. Il est aussi membre de la direction nationale de l'USFP en France. Il a participé à la liste Divers gauche qui a remporté les élections municipales dès le premier tour dans la ville de Bagneux. Dans cet entretien, il nous raconte la bataille livrée par la gauche au sein de cette commune.

Libé : Quelles sont les conditions du confinement dans Paris et sa banlieue, considérées comme l'une des plus grandes zones infectées par le coronavirus, notamment en termes de victimes ? Quelles sont les mesures prises pour aider les groupes sociaux vulnérables à faire face aux répercussions de cette pandémie ?

Farid Hosni : La situation aujourd'hui en France est devenue critique. Il y a presque chaque jour plus de 500 victimes, ce qui est effrayant. Des patients sont acheminés vers d'autres villes car les hôpitaux de Paris et sa région ne sont plus en mesure d'en recevoir davantage, d'autant plus que le nombre augmente chaque heure qui passe. Ces chiffres sont officiels au moment où nous parlons.

En tant que membre du conseil municipal de la ville de Bagneux, et depuis que l'état d'urgence a été décrété, nous avons élaboré un programme qui donne la priorité aux groupes vulnérables. La première catégorie est celle des personnes âgées, que ce soit dans les EHPAD (Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) ou chez elles. La ville de Bagneux a un centre municipal de la santé qui emploie 40 médecins dans diverses spécialités avec un centre d'analyses médicales, en plus des services d'urgence, donnant la priorité au suivi du développement de cette épidémie.

Nous avons créé une cellule de crise pour les contacts quotidiens. La municipalité a renforcé les mesures d'isolement autour des centres pour les personnes âgées. Elle a contacté toutes les associations opérant sur son territoire afin de travailler ensemble pour suivre la situation. La ville a également décidé de parrainer les enfants des travailleurs des secteurs de la santé, de l'hygiène et de la sécurité en ouvrant, à titre exceptionnel, des crèches et des centres pour les jeunes enfants

de ce groupe contraint de travailler dans ces circonstances particulières.

En tant qu'acteur associatif du quartier dans lequel j'habite et par le biais de l'Association des parents d'élèves, nous tenons à accompagner tous les élèves du quartier pour suivre leurs études à distance. Il y a dans la ville de Bagneux un grand nombre d'immigrants ou d'origine immigrée. Nous leur accordons une grande attention, en particulier aux groupes vulnérables, afin que leurs enfants puissent bénéficier de la télé-étude. Pour certains cas particuliers qui ne sont pas équipés d'ordinateur ou d'Internet, les cours ont pu être imprimés chaque semaine, grâce à un accord entre l'association et l'école.

En ce qui concerne l'association, les habitants du quartier se sont organisés pour être solidaires en cas d'urgence, que ce soit pour prendre soin des enfants ou faire des achats de base pour les habitants qui ne peuvent pas se déplacer au supermarché. Surtout que nous avons, en tant qu'immigrants, une culture de solidarité que nous mettons au service du reste de la population.

Votre liste de divers gauche a gagné dès le premier tour les élections municipales à Bagneux au sud de Paris, félicitations tout d'abord et comment cet exploit a été possible ?

L'élection de la liste Bagneux pour tous, Tous pour Bagneux a été possible à mon avis pour les raisons suivantes :

- Le bilan très positif de l'équipe sortante
- Le rassemblement de la gauche, des écologistes et des citoyens et pour battre la droite et l'extrême droite, ce rassemblement était plus que nécessaire.

- Les candidats de la liste sont des candidats compétents, bien engagés dans la vie politique, associative et syndicale et proches des Balnéolaises et Balnéolais



- Le programme ambitieux élaboré avec les citoyens et qui répond aux attentes des habitants de la ville

Pour ces raisons et certainement pour d'autres, les électrices et électeurs de Bagneux ont voté largement pour la liste conduite par la maire sortante Marie Hélène Amiable.

Pouvez-vous éclairer nos lecteurs sur la situation en France pour le deuxième tour reporté à cause de la propagation du coronavirus ?

L'épidémie du coronavirus a eu raison des élections municipales. Le président Macron qui s'est adressé aux Français, lundi 15 mars, pour les informer de la stratégie de combat contre la propagation du Covid-19, a annoncé le report du deuxième tour des élections municipales. S'il n'a pas fixé de date, le scrutin pourrait se tenir le dimanche 21 juin.

C'est la première fois qu'un tel report se fait à une date aussi lointaine, soit après trois mois du premier tour. Le seul précédent de report électoral entre les deux tours était celui des élections législatives qui s'étaient tenues à La Réunion en 1973. A cause d'un cyclone qui avait frappé l'île, le deuxième tour avait dû être reporté d'une semaine. La décision du report a été saluée par l'ensemble des partis politiques.

Est-ce que la gauche s'en sort aujourd'hui après avoir perdu toutes les élections depuis 2017 ?

La gauche conserve son ancrage local. Malgré un contexte inédit et une abstention record liée à l'épidémie du coronavirus, les partis de gauche ont réussi à tirer leur épingle du jeu lors du premier tour des municipales.

Dans les communes de gauche, les maires sortants arrivent largement en tête, avec notamment 30,2% des voix pour Anne Hidalgo à Paris et 60,75% des voix pour

Marie Hélène Amiable à Bagneux.

Pourquoi cet engagement dans la vie politique française, vous qui êtes aussi engagé à l'USFP France ?

Participer à la vie politique est une évidence pour tout militant de gauche. Un Usfpéiste de France ne peut que militer dans la ville où il réside pour une justice sociale et environnementale et pour un monde durable. Il a aussi la responsabilité de prendre des initiatives garantissant la solidarité, le respect des droits fondamentaux (démocratie, égalité, accès aux ressources naturelles...).

Croyez-vous que les Marocains de France s'intéressent de plus en plus à la vie politique française ?

Je pense que oui mais la réponse à cette question nécessite une étude sérieuse.

Vous vivez en France une situation exceptionnelle avec le confinement général dû au coronavirus. Comment parvenez-vous à concilier travail et vie quotidienne ?

Le confinement total est pénible. Cependant, comme tout le monde, je dois m'y adapter. Je m'organise comme je peux pour aider mes enfants à suivre leurs cours à la maison et pour télétravailler dans de bonnes conditions.

Le confinement est, en effet, difficile car l'être humain est fondamentalement sociable. Il a besoin d'interagir avec ses semblables, et nous allons découvrir à quel point nos échanges informels, comme discuter avec des commerçants ou manger avec des amis, sont importants dans nos vies. En tant que Marocain, je pense à mon pays en cette situation de crise. J'appelle la population à rester chez elle et à écouter les consignes des autorités marocaines pour venir à bout de cette épidémie avec moins de victimes.

J'espère que l'humanité sortira grandie de cette crise sanitaire mondiale.

Entretien réalisé par Youssef Lahlali



L'Amérique se prépare au pire et l'Europe laisse entrevoir un léger espoir



Frappés de plein fouet par la pandémie de coronavirus, les Américains doivent se préparer à "l'horrible" et à "beaucoup de morts" a prévenu le président Trump, à quelques heures d'une allocution rarissime de la reine britannique Elisabeth II sur ce "défi" planétaire du Covid-19.

A Rome, sur une place Saint-Pierre déserte de fidèles, le pape François devait également célébrer dans la matinée, au cours d'une cérémonie totalement inédite, une messe du dimanche des Rameaux marquant le début de la semaine de Pâques, plus importante fête chrétienne de l'année.

A ce jour, la pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 63.437 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles samedi à 19h00 GMT. Plus de 1.169.210 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 190 pays et territoires, alors que plus de la moitié de l'humanité vit désormais en confinement.

Nouvelle ligne de front de la maladie, les Etats-Unis ont enregistré le plus de nouveaux décès en 24 heures, avec 1.399 victimes supplémentaires, dont 1.905 décès pour la seule ville de New York.

Le nombre des cas confirmés de contamination sur le territoire américain dépasse déjà les 300.000, et Donald Trump a prévenu que les Etats-Unis entraient dans "une période qui va être vraiment horrible", avec "de très mauvais chiffres". "Ce sera probablement la semaine la plus

difficile", a déclaré M. Trump lors d'un briefing à la Maison Blanche, "il va y avoir beaucoup de morts".

Pour autant, "nous n'allons pas détruire le pays" en paralysant l'activité économique", a prévenu le président milliardaire. "Je le dis depuis le début, le remède ne peut pas être pire que la maladie (...), à un certain moment il faudra prendre des décisions difficiles".

Les Américains se préparent donc au pire, bâtissant des hôpitaux de campagne de Los Angeles à Miami, avec des milliers de lits supplémentaires de réanimation et un gigantesque navire-hôpital à quai à New York, ville dont le maire Bill de Blasio a lancé un vibrant appel à l'aide. "Médecins, infirmiers, spécialistes de la respiration... à tous ceux qui ne sont pas déjà dans la bataille: nous avons besoin de vous", a lancé l'édile démocrate. L'Europe reste cependant à ce jour le continent le plus touché, avec plus de 46.000 décès. Avec 15.362 morts, l'Italie est actuellement le pays qui compte le plus grand nombre de décès, suivie de l'Espagne (11.744), des Etats-Unis (8.098), de la France (7.560) et du Royaume-Uni (4.313).

Dans une allocution télévisée exceptionnelle -la quatrième depuis le début de son règne il y a 68 ans-, la reine d'Angleterre devait saluer dimanche soir la réponse des Britanniques à la crise sanitaire lors d'une adresse solennelle. "J'espère que dans les années à venir, tout le monde pourra être fier de la manière dont nous avons relevé ce défi", doit dire Elisabeth II, 93 ans. Son fils héritier

Charles (71 ans) a contracté la maladie, mais est récemment sorti de quarantaine et se trouve en bonne santé.

L'intervention royale intervient au lendemain de l'annonce d'un nouveau record quotidien de 708 morts en Grande Bretagne, parmi lesquels un enfant de 5 ans, alors que le gouvernement de Boris Johnson a été vivement critiqué pour sa gestion de la crise.

Une note d'espoir est toutefois venue samedi d'Italie, où le nombre d'hospitalisations en soins intensifs a diminué pour la première fois depuis que l'épidémie y a explosé il y a plus d'un mois.

"C'est une nouvelle importante parce que cela permet à nos hôpitaux de respirer. C'est la première fois que ce nombre est en baisse depuis que nous avons la gestion de cette urgence", a déclaré le chef de la protection civile, Angelo Borrelli.

L'Espagne a enregistré en 24 heures la mort de 809 personnes, un nombre en baisse pour le deuxième jour consécutif, selon le bilan officiel de samedi. Madrid a annoncé une prolongation du confinement de deux semaines, jusqu'au 25 avril.

Ces baisses très relatives du nombre de décès ou de contaminations laissent entrevoir un léger espoir de ralentissement de la propagation du virus, après des semaines de confinement quasi généralisé auquel ont dû se résoudre les pays les plus touchés.

Les motifs d'inquiétude restent néanmoins très nombreux, dans les pays pauvres, en crise, ou pour les populations particulièrement à risque.

En Grèce, un deuxième camp de migrants près d'Athènes a été placé dimanche en quarantaine par les autorités, après qu'un test au coronavirus qui s'est révélé positif pour un ressortissant afghan. Les camps de migrants en Grèce accueillent des dizaines de milliers de demandeurs d'asile dans des conditions précaires, et 23 personnes y ont jusqu'à présent été testées positives.

Partout dans le monde, la maladie n'en continue pas moins de sévir, parfois de façon particulièrement dramatique. Les autorités équatoriennes ont présenté leurs excuses après des images terribles diffusées sur les réseaux sociaux montrant des cadavres laissés à l'abandon dans les rues de Guayaquil, ville de la côte Pacifique frappée par la pandémie. En milieu de semaine, des militaires et des policiers avaient dû venir enlever 150 corps gisant dans les habitations.

Les conséquences sociales et économiques sont également catastrophiques, et parfois inattendues.

En Irak, où confinement rime là aussi avec chômage forcé, les bénévoles se mobilisent pour distribuer gratuitement riz, sucre et autres den-

rées alimentaires. L'Irak fait aujourd'hui face "à un danger plus grand que" les jihadistes du groupe Etat islamique" (EI) ayant un temps tenu sous leur coupe un tiers du pays, estime Moustafa Issa, un Bagdadi de 31 ans qui, avec d'autres bénévoles, aide désormais plus de 450 familles.

En Angola, à l'image d'une grande partie de l'Afrique, la population supporte avec appréhension et difficultés l'état d'urgence et autre couvre-feu anti-coronavirus. "Comment pourrait-on rester à la maison sans rien manger?", s'écrie Garcia Landu, chauffeur de mototaxi dans la capitale Luanda.

Autre ambiance, mais même isolement pénible, au sanctuaire catholique de Lourdes, dans le sud-ouest de la France, où l'on s'apprête à une semaine de Pâques sans aucun fidèle, avec des "pèlerinages spirituels" et cierges symbole de lumière. "Nous allons vivre la semaine sainte grâce aux retransmissions. Nous sommes en communion avec des milliers de pèlerins qui nous regardent dans de nombreux pays", a assuré le recteur du sanctuaire marial, Mgr Ribadeau Dumas.

Décès en baisse en Espagne

L'Espagne a enregistré dimanche 674 morts dues au coronavirus au cours des dernières 24 heures, le bilan le moins élevé depuis dix jours, en baisse pour le troisième jour consécutif, selon les chiffres du ministère de la Santé.

Les décès depuis le début de la pandémie se chiffrent à 12.418 dans le pays, qui compte le plus de morts au monde derrière l'Italie. Le nombre de cas confirmés de Covid-19 a, lui, progressé de 4,8% à 130.759.

New York appelle à l'aide

L'Etat de New York, épicentre du nouveau coronavirus aux Etats-Unis, a lancé samedi un appel à la mobilisation de tous les professionnels de santé, après avoir subi ses plus lourdes pertes depuis le début de l'épidémie.

Les Etats-Unis ont franchi samedi la barre des 300.000 cas, dont plus du tiers sont situés dans le seul Etat de New York, qui totalise aujourd'hui quasiment autant de malades du Covid-19 que l'Italie ou l'Espagne.

L'Etat, où se trouve la plus grosse ville du pays, a enregistré 630 nouveaux décès en une journée, son pire bilan sur 24 heures, et déplore désormais 3.565 morts sur les plus de 8.100 recensés aux Etats-Unis.

Contrairement à l'Espagne et l'Italie, où les bilans sont plus lourds, "nous n'avons pas encore atteint le pic" de l'épidémie, a déclaré le gouverneur démocrate Andrew Cuomo lors d'une conférence de presse.

"Mais on s'en rapproche", a-t-il ajouté, en évoquant des estimations allant de quatre à quatorze jours avant d'espérer un ralentissement des contaminations.

Pour éviter l'engorgement des hôpitaux au plus fort de la crise, les autorités locales sont engagées dans une course contre la montre pour renforcer leurs capacités.

"Quand nous avons débuté, notre première préoccupation était d'avoir assez de lits, maintenant on se concentre sur les équipements et le personnel", a expliqué Andrew Cuomo, en jugeant ne pas être encore "prêt" pour le pic.

Parmi les besoins les plus criants: les respirateurs indispensables à la survie des malades les plus atteints.

"L'Etat chinois va faire une donation de 1.000 respirateurs qui doivent arriver à l'aéroport JFK aujourd'hui", a annoncé M. Cuomo, en remerciant notamment Jack Ma, fondateur du

gigant chinois de la vente en ligne Alibaba.

L'Etat de l'Oregon, sur la côte ouest, doit également livrer 140 respirateurs, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, a-t-il dit, l'hôpital de campagne ouvert dans un centre de conférences de Manhattan sera finalement bien consacré aux malades du Covid-19, et pourra en accueillir 2.500. L'Etat fédéral va fournir son personnel, a-t-il dit.

Donald Trump a ensuite annoncé qu'un millier de médecins et infirmiers militaires seraient déployés à New York pour aider à lutter contre le virus, sans préciser où ils seraient

affectés. "Ils vont à la guerre, ils partent pour une bataille à laquelle ils n'ont jamais vraiment été préparés", a déclaré le président.

De son côté, le maire de New York Bill de Blasio a appelé l'ensemble des professionnels de santé à la mobilisation.

"Médecins, infirmiers, spécialistes de la respiration... à tous ceux qui ne sont pas déjà dans la bataille: nous avons besoin de vous", a lancé l'édile démocrate dans une vidéo mise en ligne sur son compte Twitter.

"Nous avons besoin que 45.000 professionnels de santé rejoignent la lutte en avril et mai pour pouvoir

nous en sortir", a ajouté Bill de Blasio. Au niveau de l'Etat, 85.000 personnes se sont déjà portées volontaires, dont 22.000 venues de l'extérieur, selon M. Cuomo.

Andrew Cuomo a pour sa part indiqué qu'il signerait un décret autorisant les étudiants en médecine qui doivent être diplômés au printemps à travailler dès à présent.

"C'est une période exceptionnelle et New York a besoin d'aide", a-t-il martelé.

"Etant donné que nous avons des compétences qui semblent nécessaires et précieuses en ce moment, ça a été une décision facile à prendre", a

expliqué dans une conférence de presse Gabrielle Mayer, une étudiante en quatrième année de médecine à l'université de New York, qui commencera son internat à l'hôpital en avance.

Dans une note positive, M. Cuomo a relevé qu'en dépit de la hausse du nombre de morts, les deux tiers des New-Yorkais hospitalisés parvenaient à se rétablir et à quitter les hôpitaux.

"Nous finirons par nous en sortir, nous atteindrons l'autre côté de la montagne. Mais nous devons faire ce qui doit être fait entre-temps", a-t-il ajouté.



Au Liban, réfugiés syriens et palestiniens vulnérables face au coronavirus

Quartiers délabrés, camps surpeuplés, infrastructures défaillantes: au Liban, des centaines de milliers de réfugiés palestiniens et syriens vivant dans le dénuement sont particulièrement vulnérables face au nouveau coronavirus, même l'ONU et des ONG tentent de leur venir en aide.

Officiellement, au Liban, au moins trois ressortissants syriens ont contracté le virus, selon les statistiques gouvernementales. Et un Palestinien, qui ne vivait pas dans un camp de réfugiés, a également été contaminé, d'après l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa).

Ces populations marginalisées restent globalement démunies face à l'épidémie, qui a officiellement touché 520 personnes et entraîné 17 morts au Liban, petit pays de 4,5 millions d'habitants en pleine crise économique et financière.

Dans ces camps gérés par les fac-

tions palestiniennes, le dédale des ruelles tortueuses bordées de bâtisses exigües est surplombé par un entrelacs de câbles électriques, illustrant la vétusté du système électrique. Les pénuries d'eau sont chroniques et le tout-à-l'égout défaillant.

"La principale inquiétude est la propagation du coronavirus dans (ces) camps (...) surpeuplés, où les possibilités d'isoler à domicile sont très limitées", reconnaît Huda Samra, porte-parole de l'Unrwa au Liban.

En cas de contagion, "tous les cas devront être transférés dans les hôpitaux libanais, qui pourraient ne pas avoir suffisamment de lits", met-elle en garde.

Son organisation étudie l'aménagement de centres "d'isolation" dans les camps en vue d'éventuelles mises en quarantaine.

De telles structures sont aussi en cours d'installation dans les camps de réfugiés syriens, où des familles nombreuses s'entassent dans des tentes

sommaires.

Quant aux tests de dépistage et à l'hospitalisation, les agences onusiennes couvrent les frais pour les réfugiés palestiniens et syriens.

Plusieurs ONG, à l'instar du Conseil norvégien des réfugiés (NRC), distribuent désormais des produits sanitaires: savon, désinfectant, eau de javel...

"Nous avons augmenté le volume d'eau que nous fournissons aux communautés de réfugiés, palestiniens ou syriens", dit Elena Dikomitis, porte-parole du NRC au Liban.

L'organisation mène des campagnes de sensibilisation, parfois à l'aide de véhicules équipés de grosses enceintes qui circulent dans les camps palestiniens en diffusant les consignes de prévention: se laver les mains avec du savon, éviter de se toucher le visage, etc.

Dans le camp palestinien de Chatila, au sud de Beyrouth, des volontaires d'associations palestiniennes

désinfectent les ruelles.

Au total, plus de 174.000 réfugiés palestiniens vivent au Liban, selon un recensement officiel. Un chiffre en deçà des estimations circulant dans le pays, qui vont jusqu'à 500.000 réfugiés.

Le Liban dit également accueillir 1,5 million de Syriens, dont près d'un million de réfugiés inscrits auprès de l'ONU, une population qui a fui le conflit sanglant dans son pays depuis 2011.

Plus des trois-quarts des familles de réfugiés syriens vivent sous le seuil de pauvreté, selon le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Souvent, elles comptent sur les aides d'ONG et peinent à joindre les deux bouts.

Afin de garantir un accès égal aux soins des réfugiés en cas de contaminations, l'ONU travaille avec le gouvernement pour "augmenter les capacités du secteur de la santé", avec des nouveaux lits d'hôpitaux et de nouvelles unités de soins intensifs,

selon une porte-parole du HCR, Lisa Abou Khaled.

L'objectif, selon elle, est d'obtenir "une capacité de réponse suffisante pour toutes les communautés, Libanais ou réfugiés".

En plus des conditions de vie déplorables des réfugiés, les ONG dénoncent des discriminations qui pourraient dissuader ceux qui sont contaminés de se manifester.

"Ce qui est important, c'est que les gens ne cachent pas leurs symptômes ou hésitent à se faire soigner", souligne Mme Dikomitis.

Cette semaine, Human Rights Watch (HRW) a dénoncé des couvre-feux imposés uniquement aux réfugiés syriens par une vingtaine de municipalités, en plus du couvre-feu nocturne et le confinement imposés par le gouvernement à toute la population.

La municipalité de Brital, dans la région de Baalbek (est), autorise les Syriens à se déplacer uniquement entre 09H00 et 13H00, selon HRW.

Quel impact de l'épidémie de coronavirus sur les conflits au Moyen-Orient ?



Le nouveau coronavirus a fait des dizaines de milliers de morts et forcé la moitié de la population mondiale au confinement. Mais l'impact de cette épidémie sur les guerres en cours au Moyen-Orient reste encore incertain.

Avec les efforts de la planète concentrés sur la lutte contre la maladie, les acteurs en conflit en Syrie, au Yémen, en Libye et en Irak, où interviennent des puissances étrangères, continuent d'avancer leurs pions. Mais sans perspective d'issue durable dans l'immédiat.

Le "pire est à venir" pour les nations en conflit, a de son côté averti le chef de l'ONU Antonio Guterres en relançant son appel à des cessez-le-feu partout dans le monde pour aider à endiguer la progression de la maladie du Covid-19.

L'épidémie fait craindre une catastrophe humanitaire dans ces pays aux infrastructures dévastées par la guerre et où des millions de personnes dépendent d'aides.

Le nouveau coronavirus a commencé à prendre une ampleur internationale au moment où une énième trêve entrain en vigueur dans la province d'Idlib et ses environs du nord-ouest syrien entre le régime et son allié russe d'un côté, et les groupes jihadistes et rebelles --dont certains pro-turcs-- de l'autre.

Les trois millions d'habitants de cette région avaient peu d'espoir de voir l'accalmie durer, épuisés par la dernière offensive meurtrière de Damas. Mais les craintes face à l'épidémie semblent contribuer à préserver cette trêve.

En mars, le bilan des pertes civiles a connu son plus bas depuis le début du conflit en 2011 avec 103 décès, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Pour les différents acteurs sur le terrain --le régime, les forces kurdes dans le nord-est et les factions anti-Damas à Idlib--, une bonne gestion de l'épidémie permettrait de consolider leur crédibilité.

"Cette épidémie est un moyen pour Damas de montrer que seul l'Etat syrien est efficace et qu'il faut donc réintégrer les différents territoires sous sa gouvernance", estime l'expert Fabrice Balanche.

La pandémie pourrait par ailleurs précipiter le départ des troupes américaines, leur "sécurité sanitaire" étant un "enjeu majeur", ajoute-t-il. Mais cela contribuerait à un vide sécuritaire qui encouragerait une résurgence du groupe Etat islamique (EI), dont le "califat" en Syrie s'est effondré en mars 2019.

En neuf ans, le conflit syrien a fait plus de 380.000 morts, ainsi que des millions de déplacés particulièrement vulnérables en cas de

propagation de l'épidémie.

Le gouvernement yéménite et les rebelles Houthis ont d'abord salué l'appel de l'ONU à une trêve, tout comme l'Arabie saoudite, à la tête d'une coalition militaire qui soutient les forces progouvernementales.

Mais les espoirs d'une accalmie permanente, après plus de cinq

ans d'enlèvement, ont vite été doués.

La semaine dernière, les forces saoudiennes ont intercepté des missiles lancés par les Houthis dans le ciel de Ryad et d'une ville proche du Yémen. En représailles, la coalition a frappé des "cibles militaires" à Sanaa, capitale yéménite aux mains des Houthis.

Ces dernières années, les négociations ont régulièrement capoté dans ce pays souffrant de la pire crise humanitaire au monde, selon l'ONU. Les ONG craignent une catastrophe en cas de propagation du virus, le Yémen disposant d'un système de santé aux abois et souffrant de pénuries d'eau.

"Si la guerre continue, le coronavirus va se répandre. Les gens vont mourir dans les rues, les cadavres vont pourrir", craint Mohammed Omar, un chauffeur de taxi de Hodeida, ville portuaire de l'ouest.

Comme au Yémen, les protagonistes du conflit libyen ont salué l'appel au cessez-le-feu des Nations unies... avant de reprendre les hostilités.

Les combats ont redoublé d'intensité ces derniers jours, touchant plusieurs quartiers résidentiels de la capitale.

"Un immense fossé demeure entre les déclarations et les actes", a déploré M. Guterres.

Dans ce conflit, la Turquie soutient le gouvernement de Tri-

poli, reconnu par l'ONU, qui fait face depuis un an à une offensive de l'homme fort de l'est libyen, le maréchal Khalifa Haftar.

Pour Fabrice Balanche, un désengagement occidental des conflits de la région pourrait favoriser les forces pro-Haftar soutenues par la Russie, l'Egypte et les Emirats arabes unis.

Les pays occidentaux ont été durement touchés par la pandémie, ce qui pourrait les pousser à détourner leurs ressources militaires des conflits étrangers mais aussi affaiblir les processus de négociations.

Selon un rapport du think-tank International Crisis Group (ICG), les efforts visant à garantir le cessez-le-feu en Libye "ne mobilisent plus l'attention au plus haut niveau".

En Irak, si la guerre a déjà pris fin, le pays reste menacé par une résurgence de l'EI dans certaines régions, tandis que les tensions entre les Etats-Unis et l'Iran ne montrent aucun signe de fatigue.

Washington a déployé cette semaine des batteries de défense anti-aériennes, faisant craindre une nouvelle escalade avec l'Iran, dont les supplétifs irakiens sont jugés responsables des roquettes qui continuent d'être tirées sur la Zone verte à Bagdad, où siègent l'ambassade américaine et des bases accueillant des soldats américains.



Antonio Guterres
Le pire est à venir pour les nations en conflit

Distribution de 100.000 quintaux d'orge subventionnée aux éleveurs de la région de Souss-Massa

Quelque 100.000 quintaux d'orge subventionnée ont été distribués aux éleveurs relevant des préfectures et provinces de la région de Souss-Massa, affectées par le déficit pluviométrique.

L'opération se poursuivra durant trois mois (avril-mai-juin), a indiqué la Direction régionale de l'agriculture (DRA) de Souss-Massa, précisant que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme spécifique d'appui à l'alimentation du cheptel, lancé par le ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et forêts.

Il s'agit de fournir de l'orge aux éleveurs à un prix fixe de 200 dirhams par quintal (2 dirhams le kilogramme), pour sauver le bétail et réduire les répercussions négatives liées à la détérioration des pâturages en raison de la sécheresse, rapporte la MAP.

Le ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts avait annoncé la mise en place d'un programme de sauvegarde ciblé, qui consiste en la distribution de 2,5 millions de quintaux d'orge subventionnée pour le prochain trimestre au profit des éleveurs des zones affectées par le déficit des pluies, et ce à partir du 27 mars.

L'orge sera mise à la disposition des éleveurs pour un prix fixe de deux dirhams le kilogramme, tandis que l'Etat prend en charge la différence avec le prix du marché. Le programme comprend également la prise en charge du transport depuis les centres de vente de l'orge aux chefs-lieux des communes enclavées et d'accès difficile dans les provinces concernées.

Ainsi, en application de la circulaire conjointe du ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts ainsi que du ministère de l'Intérieur, des comités régionaux et locaux, composés des autorités et des représentants des services décentralisés du département de l'agriculture et de la Chambre régionale d'agriculture, ont été mis sur pied pour garantir la mise en œuvre et le suivi de l'exécution de cette opération.

Ces comités ont également veillé à l'élaboration des listes des bénéficiaires et à la fixation des quantités d'orge attribuées à chaque éleveur selon des critères préétablis en se basant sur l'effectif du cheptel de chaque agriculteur.

L'OCP affiche une performance financière élevée



En dépit des conditions de marché moins favorables, le groupe OCP a enregistré une bonne performance et a maintenu un bon niveau de rentabilité au titre de l'année 2019.

Acteur majeur de l'industrie des engrais, le groupe a durant cet exercice affiché « de nouveau une performance financière parmi les plus élevées du secteur, soutenue par une croissance de ses capacités de production ainsi que par son efficacité opérationnelle », a affirmé son président directeur général, Mostafa Ter-rab.

Dans un contexte marqué par une baisse générale des prix, « l'OCP a réussi à maintenir une performance équilibrée sur les trois segments de la chaîne de valeur lui permettant d'afficher une marge d'EBITDA de 28%, significativement supérieure à la moyenne du secteur », a-t-il souligné dans un document synthétisant les résultats du quatrième trimestre et de l'année 2019 du groupe.

A propos de l'EBITDA, par exemple, il ressort des chiffres publiés dans ledit document qu'il s'est élevé à 15.333 millions de dirhams (1,59 milliard de dollars), contre 17.076 millions de dirhams (1,82 milliard de dollars) en 2018, correspondant à une baisse de l'ordre de 10%.

Ce recul est principalement dû à la baisse de 3% du chiffre d'affaires sur la période par rapport à l'exercice précédent, a expliqué l'OCP faisant toutefois remarquer qu'il « a maintenu un niveau de marge d'EBITDA solide à 28% contre 31% en 2018, grâce à sa stratégie de maîtrise des coûts ainsi qu'à son efficacité opérationnelle résultant de son programme d'investissement ».

A propos du chiffre d'affaires, la note du groupe révèle à juste titre qu'il a atteint 54.092 millions de di-

rhams (5,62 milliards de dollars), contre 55.906 millions de dirhams (5,95 milliards de dollars) en 2018.

Soulignons que ce recul intervient dans un contexte marqué par la baisse, d'un trimestre à l'autre, des prix des engrais qui ont globalement connu un recul de 35%, suite à l'effet combiné d'une offre abondante et de la baisse des prix des matières premières.

Ajoutons également que cette période a été marquée par l'accroissement des importations d'engrais dans la plupart des régions qui se sont surtout matérialisées par l'accumulation de stocks, en particulier aux Etats-Unis et en Inde.

Analysant en détail l'évolution du chiffre d'affaires, il apparaît que celui du segment de la roche a baissé de 4% par rapport à l'année précédente et représentait 18% du chiffre d'affaires total.

Selon les explications du groupe, « ce segment a été impacté par la baisse des volumes, principalement due à une demande en baisse en Amérique du Nord suite à la fermeture de capacités industrielles et au recul des ventes en Amérique latine ».

Concernant les ventes d'acide phosphorique, qui ont représenté 17% du chiffre d'affaires total, il apparaît qu'elles ont reculé de 4% par rapport à l'année précédente sous l'effet de la baisse des prix en comparaison avec 2018.

A en croire l'OCP, « les volumes sont restés globalement stables, soutenus principalement par la hausse des volumes exportés vers l'Inde, où la demande a été stimulée par la production locale d'engrais ».

Quant au chiffre d'affaires des engrais, il a diminué de 4% par rapport à l'année précédente et a représenté 54% du chiffre d'affaires total, a indiqué le groupe précisant que « la baisse significative des prix des engrais a été partiellement compensée par la hausse des volumes exportés, en particulier vers l'Amérique latine et l'Europe ».

A noter que le résultat d'exploitation du groupe au titre de 2019 s'est élevé à 6362 millions de dirhams (663 millions de dollars), contre 10.006 millions de dirhams (1,04 milliard de dollars) en 2018, reflétant principalement des coûts d'amortissement plus élevés liés à la mise en production des nouveaux investissements réalisés.

De son côté, la marge brute pour la même période a atteint 34.225 millions de dirhams (3,56 milliards de dollars) contre 35.236 millions de dirhams (3,75 milliards) un an plus tôt, a fait savoir l'OCP assurant que la baisse des coûts des matières premières a été largement contrebalancée par la baisse des prix des engrais

et que le taux de marge, qui est demeuré stable d'une année à l'autre, s'est affiché à 63%.

Quant à l'endettement financier net, le communiqué indique qu'il s'est élevé à 45.499 millions de dirhams (4,74 milliards de dollars) avec un ratio de levier financier de 2,93 (hors impact IFRS16) au 31 décembre 2019.

S'agissant des perspectives pour l'année en cours, l'OCP est persuadé que les fondamentaux du marché devraient légèrement s'améliorer, notwithstanding la situation actuelle du marché.

Le groupe table ainsi sur « une croissance de la demande attendue dans toutes les régions avec des prix relativement stables en 2020, accompagnée également par la hausse des prix des matières premières agricoles et un indice d'accessibilité favorable au fermier ».

S'agissant de l'évolution de l'offre, l'OCP pense que « la montée en puissance des capacités en Arabie saoudite, au Maroc, en Turquie et en Egypte devrait être partiellement absorbée par les fermetures annoncées de certaines usines. (Alors que) le niveau des exportations chinoises reflétera leur demande intérieure et demeurera un paramètre clé à surveiller au cours des prochains mois ».

Quant aux prix des matières premières, ils « devraient poursuivre leur recul, notamment le soufre devant bénéficier de l'arrivée de capacités additionnelles en Arabie saoudite et en Chine », a-t-il soutenu.

Mais attention ! Le groupe OCP prévient que « ces prévisions demeurent incertaines en raison de la pandémie du Covid-19, dont les effets devraient être temporaires et semblent limités à ce stade principalement à des problèmes logistiques ».

Alain Bouithy



Les perspectives du marché pour 2020 demeurent incertaines en raison de la pandémie du Covid-19

Règles de retrait des aides pour les salariés affiliés à la CNSS

Le Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), créé sur Hautes instructions de SM le Roi Mohammed VI, servira, à partir du mercredi 08 avril, les aides financières pour les salariés affiliés à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et déclarés sur le portail "covid19.cnss.ma". Voici les règles de retrait de ces aides :

- Les virements et les mises à disposition seront effectués mercredi prochain. Les salariés concer-

nés sont ceux déclarés en arrêt d'activité du fait du confinement obligatoire par l'entreprise qui les emploie.

- Les bénéficiaires seront avisés par message SMS quand leur numéro de téléphone portable est renseigné ou par courrier.

- Il est inutile de se présenter aux réseaux bancaires, aux GAB ou aux points de retrait avant cette date.

- Les règles strictes de confinement en vigueur restent valables y compris pour l'accès à ce soutien.

Procédure de retrait des aides financières pour le secteur informel

Le Comité de veille économique (CVE) porte à la connaissance des Ramedistes ayant effectué leurs déclarations sur le 1212, que le Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), créé sur Hautes instructions de SM le Roi Mohammed VI, servira les aides financières pour les dossiers acceptés à partir du 06 avril. Voici la procédure :

- Le bénéficiaire reçoit un message SMS qui comprend un code et le nom du réseau où il peut effectuer le retrait.

- Le bénéficiaire, qui se présente à un réseau autre que celui indiqué dans le SMS, ne pourra pas récupérer le montant de son aide. Deux cas se présentent :

- 1- Si le réseau indiqué dans le SMS est une agence de paiement, il faut se présenter à l'agence muni de sa carte

d'identité nationale pour retirer le montant de l'aide.

- 2- Si le réseau indiqué est un guichet automatique d'une banque donnée, il y a lieu d'introduire le numéro reçu par SMS et d'introduire les quatre derniers chiffres de sa carte d'identité nationale pour le code PIN (à l'exception du crédit agricole pour lequel le code PIN est de six chiffres). Au cas où le numéro de la CIN est composé de moins de quatre chiffres, il faut compléter les quatre chiffres du code PIN par des zéros à la fin. Exemples :

- CIN : B12 - Dans ce cas le code PIN à introduire est : 1200

- CIN : B123 - Dans ce cas le code PIN à introduire est : 1230

- CIN : B123456 - Dans ce cas le code PIN à introduire est : 3456.

Simplification des procédures liées aux marchés de l'Etat et des collectivités territoriales

Le ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'administration a annoncé, vendredi dans une circulaire, la mise en place des mesures d'accompagnement en termes de simplification de certaines procédures de passation et d'exécution des marchés de l'Etat et des collectivités territoriales, durant la période d'état d'urgence sanitaire.

Les mesures du confinement ont engendré quelques difficultés quant à l'obtention par certains maîtres d'ouvrage et certaines entreprises attributaires de commandes publiques des certificats électroniques classe 3 de Barid-Esign, leur permettant de signer électroniquement les documents nécessaires à la certification du

service fait et partant, procéder au dépôt électronique des factures conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 2.19.184 modifiant et complétant le décret sur les délais de paiement et les intérêts moratoires, indique le ministère dans cette circulaire.

En effet, rapporte la MAP, afin d'éviter tout retard de paiement en application de la circulaire n° 2138/E du 26 mars 2020 et en vue de soutenir la trésorerie des entreprises titulaires des commandes publiques, il a été décidé à titre exceptionnel, durant la période de l'état d'urgence sanitaire prévue par le décret-loi susvisé, de surseoir à l'exigence de la signature électronique des documents précités pour les entreprises et les maîtres d'ouvrage ayant rencontré des difficultés pour obtenir le certificat électronique classe 3 de Barid-Esign, précise la même source. Et de souligner que les entreprises concernées procéderont à la numérisation en format PDF des originaux papiers dûment cachetés et signés avant de les déposer électroniquement sur la plateforme GID, notant que les documents papiers seront produits aux maîtres d'ouvrage à l'issue de la période d'urgence sanitaire.

Le ministère précise également, à ce sujet, que le dépôt et la certification ainsi que les échanges électroniques des documents y afférents seront horodatés via la plateforme de Gestion intégrée des dépenses.

Concernant la procédure de soumission électronique au niveau du

portail des marchés publics, il a été décidé pour les mêmes raisons et pour la même période visées ci-dessus et à titre exceptionnel, de surseoir à l'exigence de la signature électronique via le certificat électronique classe 3 de Barid-Esign, des pièces constitutives des dossiers de réponses électroniques aux appels d'offres, par les entreprises qui ne disposent pas desdits certificats. Lesdites pièces et documents peuvent être scannés et déposés électroniquement au niveau du portail marocain des marchés publics, poursuit le ministère.

Par ailleurs, dans un souci de simplification des procédures de dépouillement des plis électroniques par les commissions d'ouverture des plis, il a été décidé de surseoir à l'affectation des bi-clés de chiffrement/déchiffrement aux consultations publiées par les maîtres d'ouvrage.

Le chiffrement des plis électroniques déposés se fera via une clé symétrique du portail des marchés publics pour assurer le niveau requis de sécurité et d'intégrité des pièces constitutives desdits plis électroniques.

Ainsi, la même source ajoute que les maîtres d'ouvrage et les entreprises qui disposent de certificats électroniques classe 3 de Barid-Esign auront la possibilité, selon leurs besoins, soit d'utiliser leur certificat électronique, soit de scanner les pièces et documents nécessaires au dépôt électronique des factures et/ou à la soumission électronique dans les conditions et selon les modalités vi-



sées ci-dessus.

En outre, il a été décidé d'accepter les publications des avis d'appels d'offres effectués sur les éditions électroniques des journaux, dès lors que le paragraphe 2 de l'article 20 du décret sur les marchés publics ne prévoit pas expressément l'obligation du support papier pour ce genre de publications.

Par ailleurs, en application des dispositions de l'article 6 du décret-loi n° 2.20.292 du 23 mars 2020 relatif à l'état d'urgence sanitaire, les délais prévus par les lois et règlements en vigueur sont suspendus durant la période d'état d'urgence sanitaire.

Toutefois, les dispositions de l'article 3 dudit décret loi précisent que l'administration est tenue de veiller, autant que faire se peut, à la continuité du service public assuré vis-à-vis des usagers et des opérateurs économiques.

A cet effet et en application de la

circulaire n° 2138/E du 26 mars 2020, relative au respect des délais de paiement et en vue de soutenir les entreprises titulaires de commandes publiques, il a été décidé de maintenir tels quels les délais de paiement impartis à l'Etat et aux collectivités territoriales et de continuer à soumettre tout dépassement de ces délais à l'application des intérêts moratoires, selon la même source. Et d'enrichir que dans le cas où l'exécution des marchés publics aurait été impactée par les mesures d'état d'urgence sanitaire, les maîtres d'ouvrage peuvent après avoir été saisis par les entreprises concernées, faire application, au cas par cas, des dispositions de l'article 47 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux ou celles de l'article 32 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre.



L'échange électronique sous ses différentes formes sera privilégié durant la période d'état d'urgence sanitaire

Les banques apportent une bouffée d'oxygène aux ménages et aux entreprises impactés par le Covid-19

Les mesures prises par les banques apportent une bouffée d'oxygène aux ménages et entreprises impactés par le nouveau coronavirus, a souligné l'universitaire Omar Hniche.

L'enjeu est d'arriver à faire en sorte de revenir à un fonctionnement normal et permettre aux entreprises de traverser cette période exceptionnelle et difficile avec le moins de dégâts possibles, a affirmé, dans une déclaration à la MAP, M. Hniche, vice-président de l'Université Mohammed V de Rabat, chargé des affaires académiques et estudiantines.

Certes, les mesures de soutien mises en œuvre par les banques sont importantes, mais il faudra les compléter par d'autres actions supplémentaires, a-t-il dit, relevant que l'engagement des différentes institutions fi-

nancières à aider les ménages et les entreprises devra être total (banques, institutions de micro-crédits, banques participatives, etc.).

M. Hniche, également directeur du Centre interdisciplinaire de recherche en performance et compétitivité (CIRPEC), a ajouté, dans ce sens, qu'il s'agit parallèlement, pour ces institutions, d'examiner avec une attention particulière les situations individuelles des professionnels opérant dans les secteurs d'activité les plus directement touchés par la pandémie et leur proposer des solutions adaptées à leurs besoins de financement notamment à court terme.

Il s'agit donc de réagir vite et efficacement, a-t-il noté, ajoutant que le risque majeur de ralentissement de l'activité pourrait peser sur la trésorerie des entreprises pendant plusieurs semaines voire plusieurs mois.

"Nous vivons donc une période difficile. Une épidémie telle que le Covid-19 s'est abattue sur la planète toute entière provoquant le confinement de presque la moitié de la population mondiale. De ce fait, l'économie se trouve largement éprouvée et les chefs d'entreprise tentent tant bien que mal de faire face à cette situation. Le choc économique, qui en découle, ne fait plus de doute, même si sa durée est inconnue. Des moments exceptionnels nécessitent donc des mesures exceptionnelles", a-t-il estimé.

M. Hniche a en outre souligné que parallèlement au dispositif exceptionnel de soutien aux ménages et aux entreprises mis en place par le gouvernement, et pour éviter que l'économie marocaine n'entre en récession, en raison de l'impact du coronavirus, les banques ont mis en place plusieurs mesures

d'appui aux entreprises dont les situations de trésorerie sont tendues.

Ces mesures concernent essentiellement le report, sur demande, des échéances des crédits amortissables et de leasing jusqu'au 30 juin 2020, sans frais ni pénalités de retard, a-t-il précisé.

Il s'agit également de la mise en place de lignes de crédit additionnelles de fonctionnement pour les entreprises impactées par le Covid-19, couvrant jusqu'à 3 mois de dépenses courantes et dans les conditions du produit "Damane Oxygène" garanti par la CCG. Ces lignes additionnelles permettront aux entreprises de disposer de la liquidité nécessaire pour notamment couvrir les besoins de financement de leur cycle d'exploitation (paiement des salaires, règlement des dettes fournisseurs, etc.).

Art & culture

Un concours à distance pour dénicher les jeunes talents



La Direction provinciale de la Culture de Taroudant et de Tata organise un Concours à distance visant à dénicher les jeunes talents dans les domaines artistique et culturel notamment, parmi les enfants de 6 à 16 ans et des jeunes de moins de 30 ans, issus de ces deux provinces. Placée sous le thème "Tous des créateurs distingués depuis nos domiciles", cette compétition vise à explorer les capacités et aptitudes créatives des candidats en lice, dans les domaines culturel et artistique, indique un communiqué de ladite Direction. Ce concours s'inscrit dans le cadre du programme provincial d'appui aux jeunes talents au niveau de Tata et Taroudant, surtout durant cette circonstance exceptionnelle marquée par la propagation de la pandémie mondiale

du coronavirus, ajoute la même source, mettant en avant le caractère particulier de cette initiative destinée à explorer les jeunes talents ainsi que leur esprit créatif. La compétition concerne différents genres littéraires et artistiques dont, la poésie, le Zajal et la poésie amazighe, la nouvelle (en arabe, français et amazigh), les arts plastiques et la photographie.

Selon les organisateurs, ce concours vise, en outre, à créer un "esprit de compétition chez les enfants et les jeunes, à stimuler leur créativité et sens de l'innovation dans le domaine artistique et surtout, à préserver des passerelles de communication entre la direction provinciale de la culture et les créateurs, intellectuels et représentants d'institutions culturelles relevant de ces deux provinces". Et la même source de

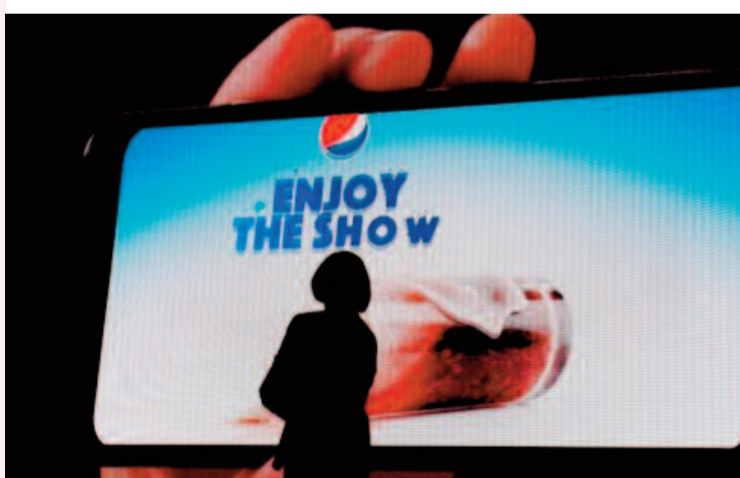
faire savoir que les jeunes talents désireux de participer à ce concours, sont priés d'envoyer leurs travaux artistiques, munis de leurs informations personnelles via l'adresse électronique : essaber@minculture.gov.ma.

Un tirage au sort sera organisé, chaque lundi, pour annoncer le gagnant dans chaque catégorie, alors que d'autres surprises seront annoncées prochainement par la direction provinciale de la Culture, à travers sa page Facebook. Toujours dans le cadre des initiatives des différentes institutions, la Bibliothèque nationale du Royaume du Maroc (BNRM) propose, en cette période de confinement, une sélection de livres audio, accessible via son site internet. Cette sélection comprend les ouvrages des plus grands auteurs qui ont

marqué la littérature arabe dont Al Jahed (Al Boukhalaa), Ibn al-Muqaffa (Kalila wa dimna), Ibn Khaldoun (Al Mouqadima), Taha Hussein (Al Ayam) ou encore Najib Mahfoud (Khan Al-Khalili). La BNRM propose aussi des ouvrages d'auteurs français ou traduits en langue française dont Les Misérables de Victor Hugo, Hamlet de William Shakespeare, L'Alchimiste de Paulo Coelho et Psychologie des foules de Gustave Le Bon.

Par ailleurs, la BNRM a sélectionné une liste de liens contenant des livres audio et des livres électroniques destinés à développer la créativité et l'imagination des enfants. Ces liens proposent des milliers d'histoires pour les enfants à lire en ligne ou à télécharger dans de nombreuses langues.

Quibi lance son service de streaming nomade en plein confinement



La moitié de la planète confinée par le coronavirus? Cela n'empêchera pas Quibi de tenter de révolutionner l'industrie du divertissement en lançant dès lundi son service de streaming "nomade", avec des programmes courts spécifiquement conçus pour les téléphones mobiles mais "en qualité hollywoodienne". Attirées par ce projet innovant et les mil-

liards de dollars promis par Quibi, les stars du grand et du petit écran se sont bousculées pour produire films et séries, de Steven Spielberg à Guillermo del Toro en passant par Jennifer Lopez et Reese Witherspoon. Tout le contenu de Quibi sera diffusé par tranches de dix minutes maximum, des "bouchées" ("quick bites" en anglais, abrégé en Quibi). Dans le même es-

prit, tous les programmes sont réalisés à la fois en format vertical et horizontal, passant automatiquement de l'un à l'autre lorsque le spectateur incline son téléphone. Une technologie et un concept parfaitement calibrés pour un usage "nomade" sur mobile, qui peut certes paraître inadapté au confinement actuel. Quibi, qui avait prévu de longue date le lancement de son service le 6 avril, a fait le pari de maintenir ses plans sans être sûr de ce que l'avenir lui réserve. "Honnêtement, on ne sait pas, car le lancement intervient à une période sans équivalent", déclare à l'AFP la directrice générale de Quibi, Meg Whitman. "Je ne pense pas que qui que ce soit ait déjà connu quelque chose comme ça", estime l'ancienne patronne d'eBay.

L'idée est de séduire les jeunes actifs susceptibles de consommer une ou deux bouchées de dix minutes dans les transports en commun ou durant leur pause-café. La pandémie de coronavirus a mis un coup d'arrêt à ces habitudes quoti-

diennes mais les dirigeants de Quibi pensent que le confinement peut lui aussi créer un tel besoin. "Les gens ont encore des moments de transition, c'est juste différent", analyse Mme Whitman, citant en exemple un parent cherchant à relâcher la tension entre deux séances d'enseignement à domicile pour ses enfants. "Je passe ma vie sur Zoom (plateforme de visioconférence, ndlr). Mais si j'ai dix ou quinze minutes entre deux appels par-ci, par-là, je regarderais Quibi", assure Meg Whitman.

Quibi a pour atout un catalogue fourni et alléchant: 50 programmes disponibles dès le premier jour, 175 créations originales garanties pour sa première année, souligne sa patronne. Si les vedettes de Hollywood ont répondu présent, c'est notamment grâce à la présence de Jeffrey Katzenberg, ancien patron de Disney (1984-1994) et co-créateur des studios Dreamworks, à l'origine de Quibi.

Des films comme le thriller psychologique "Survive", avec la

star de "Game of Thrones" Sophie Turner, et "Most Dangerous Game" avec Liam Hemsworth devraient faire office de produits d'appel pour les premiers abonnés. Quelques épisodes seront disponibles au lancement de Quibi mais le reste sera distillé à raison d'un chaque jour, l'idée étant de tenir les spectateurs en haleine comme au bon vieux temps de la télévision hertzienne. D'autres programmes sont déjà prévus jusqu'à l'automne, mais la suite est incertaine, Hollywood étant à l'arrêt depuis le début de la pandémie. Pour fidéliser ses abonnés, Quibi mise aussi sur des tranches d'information quotidiennes, des programmes sportifs et des émissions de divertissement, un type de contenu difficile à produire tant que les studios resteront fermés. L'abonnement à Quibi coûtera 5 dollars par mois avec publicité ou 8 dollars sans. Pour tenir compte des difficultés financières créées par la crise sanitaire, la plateforme a fait passer son offre d'essai de deux semaines à 90 jours.

Disney repousse la sortie des prochains Marvel



Disney a décidé de repousser la sortie d'une douzaine de films Marvel et autres grosses productions mais espère maintenir "Mulan" pour cet été, malgré la pandémie de coronavirus qui a contraint la plupart des cinémas à fermer leurs portes. Le nouveau calendrier communiqué vendredi par Disney reporte de plusieurs mois des films Marvel très attendus par les fans, comme "Black Widow" et "The Eternals", ainsi que les suites consacrées aux super-héros Thor et Docteur Strange. Premier film de la nouvelle "phase" prévue par Marvel, "Black

Widow", avec Scarlett Johansson dans le rôle titre, est désormais programmé pour novembre. Cela décale automatiquement les autres films de la série à venir. Un film Marvel initialement prévu pour l'été 2022, dont le titre n'avait pas été communiqué, a même totalement disparu de la nouvelle liste. Disney se veut cependant optimiste sur la fin des mesures de confinement en Amérique du Nord, où "Mulan", version en prises de vue réelles du célèbre dessin animé, devrait sortir dans les salles le 24 juillet.

Le numéro un mondial du divertisse-

ment a en revanche renoncé à projeter dans les cinémas "Artemis Fowl", adaptation en long-métrage d'un livre jeunesse qui sortira finalement directement sur sa plateforme de streaming Disney+, un sort similaire à celui de nombreux autres films. Le cinquième volet des aventures d'Indiana Jones, qui n'a pas encore de titre, va quant à lui accuser un retard d'un an: il ne sera pas visible avant juillet 2022. L'invincible super-héroïne "Captain Marvel" est la seule à tirer son épingle du jeu: le numéro 2 a été avancé d'un mois, à juillet 2022 lui aussi.

Bouillon

de culture

Marianne Faithfull

La chanteuse britannique Marianne Faithfull, icône des années 1960, a été hospitalisée après avoir été testée positive au nouveau coronavirus, a indiqué samedi son agence de relations publiques. "Le manager de Marianne Faithfull (...) a confirmé que Marianne était soignée pour le Covid-19 dans un hôpital de Londres", a tweeté Republic Media, agence spécialisée dans l'industrie musicale. "Elle se trouve dans un état stable et réagit bien au traitement. Nous lui souhaitons un rétablissement complet et rapide", a-t-elle ajouté.

L'artiste américaine d'avant-garde Penny Arcade, amie de la chanteuse britannique âgée de 73 ans, a écrit sur son compte Facebook que Marianne Faithfull avait été à l'hôpital mardi, après l'apparition d'une toux, tandis qu'elle était en confinement. "Elle a surmonté et survécu à tellement de choses dans sa vie -- y compris être Marianne Faithfull -- qu'être emportée par un virus serait une telle tragédie", a écrit l'Américaine, Susana Ventura de son vrai nom.

Marianne Faithfull était l'une des icônes des Sixties et a été propulsée sur le devant de la scène à seulement 17 ans grâce à la chanson "As Tears Go By", écrite par Mick Jagger et Keith Richards des Rolling Stones. Outre être auteur-interprète dans la chanson, elle a également été actrice sur les planches et devant les caméras au cours d'une carrière de cinq décennies. Ses problèmes d'addiction à la drogue étaient notoires ainsi que ses problèmes de santé.



“La révolte des secrets”, nouvel ouvrage de Rachida Belkacem



Rachida Belkacem, l'une des figures de la culture en France et dans le Maghreb, vient de publier un roman aux éditions Orion, intitulé "La révolte des secrets". Constituant une belle plongée dans l'histoire à travers le vécu d'une femme qui vit au-delà de toute frontière, cet ouvrage est un chant lyrique pour la liberté, un autre regard sur la femme. "La révolte des secrets" n'est ni féminisme de bas étage, ni militantisme primaire à la fois pétri de rancune et de ressentiment, mais le cheminement d'une femme, qui va vers sa lumière. "Ce livre aborde le sujet de la résilience et de la transmission d'un traumatisme (devenu secret) et ce, sur plusieurs générations. La place de la femme y est centrale comme un fil conducteur", la singularité de chacune de ces femmes se complétant pour finir par ne parler que d'une seule voix et qui, grâce à leur courage, à leur force, à leur persévérance et leur union, font avancer le monde pour être libres et dignes, affirme Rachida Belkacem. "La narratrice, traversant une maladie, découvre peu à peu l'histoire des femmes dans sa vie. Elle se rend compte du même coup de sa propre histoire et condition en se dépassant pour être libre et apaisée", a-t-elle fait valoir. En outre, ce texte va au bout des méandres d'une vie avec ses nombreuses ramifications, à travers

les souvenirs, les rêveries, les espoirs, les attentes et le désir de ne rien céder de sa féminité à un monde cruel. Il s'agit d'une femme qui revient sur sa vie, une femme qui parle de ses désirs, met au devant ses craintes les plus secrètes, n'hésite pas à mettre le doigt sur les non-dits, pour plonger en spéléologie de l'âme dans ses propres mystères. "Là où la lumière nous inonde il y a la vie, pourtant nous naissons avec cette lumière. Il nous suffit d'être prudent, non pas qu'elle soit volatile bien au contraire sa puissance jaillit presque toujours dans ces moments les plus obscurs", écrit l'auteure, affirmant que cette lumière peut prendre parfois la forme d'un mot, d'un visage, d'un lieu, d'un moment ou même d'un partage. "Il faut de la beauté intérieure pour reconnaître cette lumière et de la persévérance pour la garder intacte. Il faut tenter de préserver cette lumière si fragile dans ce monde, elle nous humanise et sa grâce est infinie", écrit-elle. Dans son ouvrage, Rachida Belkacem livre un condensé de vie avec une belle sensibilité et beaucoup d'amour. Ce livre est en effet un don d'amour, un cri du cœur, une percée subtile par une femme qui offre un regard sans compromis sur les femmes, sur la passion de vivre, sur la soif de liberté, sur le courage d'aller au bout de soi sans compromis ni violence.



Célébration aujourd'hui de la Journée mondiale du sport

Kamal Lahlou : La lutte contre le Covid-19 ne peut être gagnée qu'en équipe, et le sport est toujours une histoire d'équipe

Le Maroc, à l'instar de tous les pays du globe, célèbre comme chaque année, la Journée mondiale du sport, cette fois-ci, dans un contexte particulier marqué par la paralysie quasi complète des activités sportives, en raison de la pandémie du nouveau Coronavirus.

Placée sous le thème de la "solidarité", cette journée vise à renforcer le rôle du sport dans la diffusion des nobles valeurs humaines et la promotion de la paix et du développement dans les quatre coins du monde, a fortiori dans les régions les plus touchées par les conflits, les guerres et les épidémies.

Cette solidarité s'est manifestée dans les innombrables initiatives lancées par les milieux sportifs au Maroc comme ailleurs à travers des campagnes de dons visant à venir en aide aux personnes les plus touchées par la crise économique engendrée par la pandémie. Elle s'est également traduite via les efforts déployés par les joueurs et les staffs

techniques pour la baisse de leurs salaires afin de soutenir leurs clubs qui participent, à leur tour, à cet élan de solidarité, en mettant leurs stades à la disposition du corps médical pour stocker les produits de santé dédiés au combat acharné contre le Covid-19. Grâce à son fort impact, le sport a progressivement été reconnu et utilisé comme un outil de l'aide humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix dans toutes les régions du monde notamment les plus reculées, soit un investissement important dans le présent et l'avenir à travers des projets court-termistes comme les aides humanitaires et des projets à long terme visant la réintégration des enfants et des jeunes touchés par la délinquance et la violence.

Pour les sociétés modernes, le sport n'est plus considéré comme un luxe mais devenu une nécessité fondamentale qui concerne à la fois la santé, l'éducation, la cohésion sociale, l'économie, la diplomatie et le

dialogue interculturel.

Ainsi, la date du 6 avril a été proclamée "Journée mondiale du sport", sur proposition du Royaume, qui confirme son rôle de pionnier sur la scène sportive internationale et son engagement en faveur de la promotion de la paix, de l'humanisme et du développement durable au niveau mondial.

Le 22 mai 2011, lors du 2ème Forum international tenu au Palais des Nations à Genève entre le directeur du Comité international olympique (CIO), Jacques Rogge et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-Moon, le représentant du Comité national olympique marocain (CNOM), Kamal Lahlou, a proposé à l'assistance la célébration d'une journée internationale du sport qui rappellerait ses valeurs nobles au service du développement et de la paix.

Cette proposition a été très bien accueillie et deux ans plus tard, plus précisément le 23 août 2013, l'As-

semblée générale des Nations Unies a proclamé le 6 avril Journée mondiale du sport au service du développement et de la paix, établissant ainsi un lien historique avec la date d'ouverture des premiers Jeux Olympiques en 1896. La proclamation de cette journée vise à célébrer la contribution du sport et de l'activité physique à l'éducation, au développement humain, à l'adoption de modes de vie sains et à l'édification d'un monde pacifique.

Dans ce sens, le vice-président du CNOM, membre au sein de la Commission marketing du CIO et membre de l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique, Kamal Lahlou, a indiqué dans une déclaration à la MAP, que la Journée mondiale du sport symbolise la mobilisation du monde du sport en faveur des valeurs que cette activité porte, en l'occurrence la solidarité. "Aujourd'hui, face à la crise du coronavirus et au confinement mondial, cette solidarité prend un autre sens", a relevé M. Lahlou, notant

que tous les sportifs du monde ont montré leur solidarité et ce dans tous les pays du monde.

"Cette lutte contre ce virus ne peut être gagnée qu'en équipe, et le sport est toujours une histoire d'équipe", a insisté M. Lahlou.

"Les valeurs de l'olympisme sont d'une actualité brûlante", a estimé le vice-président du CNOM, précisant que, comme le reste des activités humaines, l'olympisme va connaître un changement.

"Il est appelé ainsi à revoir ses fondamentaux mais sans perdre ses valeurs", a-t-il indiqué. Le président du CIO, Thomas Bach, qui a démontré à plusieurs occasions, qu'il était "en phase avec les bouleversements du monde, me paraît l'homme capable aujourd'hui de reconfigurer l'idéal olympique, auquel nous tenons tous", a-t-il affirmé.

M. Lahlou a conclu que "la journée mondiale a permis et permettra toujours, si besoin en est, de rappeler que la pratique du sport est un droit humain".



Report du Trophée Hassan II et de la Coupe Lalla Meryem de golf



La 47ème édition du Trophée Hassan II et la 26ème édition de la Coupe Lalla Meryem de golf ont été reportées à une date ultérieure, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus, a annoncé, vendredi, l'Association du Trophée Hassan II (ATH), présidée par SAR le Prince Moulay Rachid.

La décision de reporter ces deux compétitions, prévues du 1er au 07 juin au Royal Golf de Dar Essalam, a été prise en concertation avec les instances internationales (European Tour et Ladies European Tour) partenaires de l'Association du Trophée Hassan II, indique un communiqué de l'ATH.

Le Trophée Hassan II et la Coupe Lalla Meryem ont intégré officiellement le circuit européen depuis 2010.

Hakimi au Real Madrid jusqu'en 2023

L'international marocain, Achraf Hakimi, prêté par le Real Madrid au Borussia Dortmund, poursuivra son aventure au club de la capitale espagnole jusqu'en 2023, rapporte, samedi, le quotidien spécialisé espagnol "Marca".

Initialement en contrat jusqu'en juin 2021, le latéral droit de 21 ans aurait signé une prolongation de son contrat avant son retour aux merengues suite à une période de prêt de deux saisons au Borussia Dortmund, précise le quotidien.

"Achraf Hakimi est devenu l'une des révélations du football européen depuis son arrivée au Borussia Dortmund lors de l'été 2018, et sa valeur a grimpé en flèche au cours de la dernière saison", écrit la publication espagnole, assurant que le Real Madrid dispose désormais d'"un des bijoux du marché" footballistique européen.

Plusieurs grandes équipes d'Europe, comme le Bayern de Munich ou la Juventus, se sont intéressées au joueur international marocain, ce qui a poussé le club de Florentino Pérez à anticiper les événements et à renouveler le contrat de Hakimi avec une clause libératoire "galactique", affirme "Marca", journal proche du club madrilène.

Arrivé au Real Madrid en 2006, Achraf Hakimi est passé par toutes les catégories du Real Madrid. Il a disputé 9 matchs de La Liga sous les ordres de Zidane lors de la saison 2017-2018.



L'UEFA hausse le ton face aux ligues frondeuses



L'UEFA montre les crocs. Malgré l'incertitude liée à la pandémie de coronavirus, l'instance européenne du football met en garde les ligues tentées d'interrompre définitivement leurs Championnats, avec une menace à peine voilée pour les frondeurs belges.

"Toute décision d'abandonner les compétitions domestiques est à ce stade prématurée et non justifiée". Le ton est donné par Aleksander Ceferin, le président de l'UEFA, celui de l'Association européenne des clubs (ECA) Andrea Agnelli et celui de l'Association des Ligues européennes (EL) Lars-Christer Olsson.

Dans un courrier adressé aux fédérations, ligues et clubs du Vieux Continent, dont l'AFP a obtenu copie, les trois dirigeants tapent du poing sur la table. L'objectif? Décourager ceux qui voudraient stopper définitivement leur championnat domestique face à la crise sanitaire.

Clairement ciblée à court terme: la

Belgique. Le foot belge a en effet été le premier à siffler la fin de partie, en proposant jeudi à l'unanimité du Conseil d'administration de sa Ligue de "ne pas reprendre les compétitions de la saison 2019-2020".

La décision va à l'encontre de la position maintes fois répétée par l'UEFA, laquelle a constitué des groupes de travail censés travailler d'arrache-pied pour "assurer que l'objectif primordial de mener les compétitions à leur terme soit atteint". Stopper les compétitions doit être "le dernier recours", martèle la confédération dans sa lettre.

Ceferin va même plus loin. "La participation aux compétitions de l'UEFA étant déterminée par le résultat sportif atteint à la fin de chaque compétition domestique complète, une interruption prématurée installerait des doutes sur l'accomplissement de cette condition. L'UEFA se réserve le droit d'évaluer la légitimité (de ces clubs) à participer aux compétitions de l'UEFA

en 2020-2021", écrit-il.

En clair, la menace d'exclure des prochaines Ligue des champions et Ligue Europa les clubs ayant stoppé net leurs championnats est brandie. Celle-ci pèse désormais comme une épée de Damoclès au-dessus du FC Bruges, leader avant la suspension de l'exercice et qualifié direct potentiellement pour la prochaine C1.

Les instances du football belge, réunies vendredi avec l'UEFA, n'ont pour l'heure pas baissé la tête.

Dans un communiqué commun, la Pro League et la Fédération (KBVB) assument de "contester toute approche qui consisterait à contraindre une ligue à poursuivre sa compétition dans l'état actuel de la crise sanitaire sous peine de ne plus pouvoir participer aux compétitions européennes de la saison prochaine".

L'UEFA espère-t-elle ainsi convaincre les Belges de changer d'avis d'ici au 15 avril, date de l'Assemblée générale qui doit entériner l'interruption

définitive du championnat? Ou insiste-t-elle surtout en prévision d'un éventuel effet boule de neige auprès des grands championnats européens?

Dans tous les cas, elle s'est montrée ouverte à décaler à juillet ou août la fin de ses compétitions européennes pour permettre aux championnats nationaux de conclure leur saison, preuve de l'importance qu'elle accorde à leur maintien.

Le débat est ouvert dans toute l'Europe depuis le début de la crise sanitaire. En France, où l'objectif affiché est de terminer le championnat, plusieurs présidents de clubs y sont allés de leur sortie, le Lyonnais Jean-Michel Aulas avançant même l'hypothèse de la "saison blanche" (sans champion, ni relégué) qui permettrait par ailleurs à son club de s'assurer une place en Ligue des champions. Le président de Brest Denis Le Saint a lui exprimé son inquiétude: "De mon point de vue, c'est la fin. Ça s'arrête là. Le Championnat doit s'arrêter. La saison ne peut pas re-

prendre", a-t-il expliqué à L'Equipe vendredi.

En Angleterre, la vice-présidente de West Ham, Karren Brady, a exprimé une idée identique dans le journal The Sun. En Italie, premier foyer européen de l'épidémie de Covid-19, le président de Brescia, reléguable au moment de l'interruption, a même menacé de déclarer forfait pour tous les matches restant à disputer si la saison venait à reprendre.

Pour l'UEFA, l'ECA et les Ligues, une autre menace, financière, pourrait s'immiscer si l'hypothèse de l'interruption venait à prendre du poids. Les diffuseurs de toute l'Europe sont en effet attentifs à la situation et certains, comme beIN Sports et Canal+ en France, ont déjà interrompu le versement des droits TV.

Si certains pays sifflaient la fin de saison, difficile d'imaginer la Ligue des champions aller à son terme. Et ce seront alors les droits TV de la C1, produit phare de l'UEFA, qu'il faudra questionner.

Liverpool met une partie de ses salariés en chômage partiel



Liverpool a annoncé samedi qu'il allait placer une partie de son personnel non-joueur en chômage partiel en raison des conséquences économiques liées à la pandémie de coronavirus. Les salariés bénéficieront du programme de chômage partiel mis en place par le gouvernement britannique qui prend en charge 80% des revenus jusqu'à 2.500 livres par mois (soit 2.800 euros), le club ajoutant les 20% restant. "Les employés seront payés à 100% de leur salaire afin de s'assurer qu'aucun membre du personnel ne soit financièrement défavorisé", précise ainsi le leader du championnat d'Angle-

terre dans un communiqué.

Trois autres clubs de l'élite, Tottenham, Newcastle et Norwich, avaient déjà annoncé des mesures similaires.

Concernant les joueurs et de possibles réductions de salaires, Liverpool ajoute que "les discussions sont complexes et, par conséquent, le processus est en cours".

Une déclaration qui intervient alors que le gouvernement britannique a appelé jeudi les joueurs de Premier League, accusés de profiter des mesures de soutien à l'économie, à renoncer à une partie de leur salaire.

Le don de Xavi à l'hôpital de Barcelone

L'ex-footballeur retraité du FC Barcelone Xavi Hernandez et sa femme Nuria Cunillera ont réalisé un don d'un million d'euros à l'Hospital Clinic de Barcelone pour aider à la lutte contre la pandémie de nouveau coronavirus, a annoncé l'établissement de santé samedi.

"Xavi Hernandez et Nuria Cunillera ont fait un don d'1 M d'EUR à la #Clinic pour faire face au #COVID19. Merci beaucoup pour votre aide et votre soutien au projet #RespostaCoronavirus (réponse au coronavirus, en catalan). Tous ensemble, nous y arriverons!", a tweeté l'hôpital samedi.

"Nuria et moi, nous soutenons la lutte contre le coronavirus de l'Hôpital clinique de Barcelone. Grâce aux dons qu'il est en train de recevoir, l'hôpital a fait l'acquisition d'équipements pour les patients et les professionnels de santé", a déclaré la légende blaugrana Xavi (40 ans), désormais entraîneur du club d'Al Sadd à Doha (Qatar), sur une vidéo relayée par le compte Twitter de l'hôpital.

"Toi aussi, joins-toi à la #RespostaCoronavirus! Viens faire ton don sur le site web de l'Hôpital clinique. Tous ensemble, nous y arriverons", a ajouté la journaliste catalane



Nuria Cunillera, sa compagne.

Les initiatives des sportifs se sont multipliées en Espagne, où Lionel Messi, Pep Guardiola, Pau Gasol, Rafael Nadal et désormais Xavi, entre autres, ont fait des dons ou coordonné des campagnes de soutien pour la lutte contre la pandémie.

Après l'Italie, l'Espagne est le deuxième pays le plus endeuillé du monde avec 124.736 cas et 11.744 décès liés au nouveau coronavirus. Mais le nombre de morts quotidiens a baissé pour le deuxième jour consécutif ce samedi, après le record de 950 morts en 24 heures jeudi.

Le nouveau coronavirus exacerbe davantage les inégalités aux Etats-Unis



Il y a trois semaines encore, Miguel Rodriguez profitait d'une vie agréable. Serveur dans un restaurant du Maryland depuis 20 ans, il avait confiance dans l'avenir. L'économie américaine se portait bien, les clients étaient au rendez-vous et ses revenus étaient relativement confortables.

Tout a basculé du jour au lendemain quand son employeur a fermé sur ordre des autorités "La Ferme" pour endiguer le coronavirus. Sa femme, serveuse dans un autre restaurant, a également perdu son emploi.

Aux Etats-Unis, la pandémie a jeté instantanément dans la précarité des millions de gens. Elle va aussi creuser davantage les inégalités sociales en frappant en premier lieu les ménages à faibles revenus et les classes moyennes.

"C'est un coup extraordinaire porté à des millions d'Américains qui étaient à peine remis de la crise financière de 2008", résume Edward Alden, expert au Council on Foreign Relations.

Les salaires avaient mis huit ans à se rétablir après la précédente récession. "Et pour les travailleurs les moins rémunérés, les revenus n'ont augmenté fortement qu'au cours des

deux dernières années", rappelle-t-il.

Fin 2019, les bas salaires s'étaient même accrus à un rythme inédit en 20 ans, grâce notamment à la mise en place dans certains Etats d'un taux horaire minimum.

Le mois de mars, avec 701.000 destructions d'emplois, a brutalement mis fin à des créations continues depuis plus de huit ans. Le chômage est remonté à 4,4% quand il était à son plus bas historique en février.

Donald Trump, candidat à sa propre réélection, ne manquait jamais une occasion de souligner que le chômage des Hispaniques et des Noirs étaient aussi au plus bas.

Derrière ce tableau lumineux, les inégalités n'ont cessé de se creuser entre les très riches -- qui ont accumulé des gains substantiels à Wall Street -- et les 90% au bas de l'échelle.

Et la récession consécutive à la pandémie de Covid-19 "va exacerber les inégalités", estime Gregory Daco, chef économiste chez Oxford Economic car "les pertes d'emplois, soudaines, sont concentrées dans les secteurs de services à faibles revenus" dans un pays où il y a peu de filets de sécurité sociale et un taux d'épargne extrêmement

faible, de l'ordre de 8%.

Miguel Rodriguez, 55 ans, se désole d'avoir été contraint de pointer au chômage, pour la première fois depuis son arrivée aux Etats-Unis en 1983.

Originaire du Salvador, il se demande désormais si les allocations chômage, qui ne prennent pas en compte les pourboires -- pourtant la majeure partie de son salaire --, seront suffisantes pour subvenir aux besoins de ses trois enfants, âgés de 10, 13 et 16 ans.



Nous devons nous préparer à des impacts sur l'emploi et les salaires qui vont durer au moins jusqu'au début de 2021

Il dispose bien "de quelques économies" mais il ne pourra "survivre que quelques mois".

Autre facteur d'inégalité, 78% des personnes ayant les plus faibles revenus ne disposent pas d'épargne d'urgence pour parer aux difficultés financières imprévues contre 25% des personnes aux plus hauts revenus, détaille Gregory Daco.

"Ce sont ainsi les personnes qui en ont le plus besoin qui en ont le moins", observe-t-il. Résister à une récession durable s'avère impossible.

"Nous devons nous préparer à des impacts sur l'emploi et les salaires qui vont durer au moins jusqu'au début de 2021", prévient Bradley Hardy, professeur à l'American university.

"Même avec des aides (de l'Etat) généreuses", la remise en route pourrait prendre du temps: "les travailleurs et les entreprises vont devoir se reconnecter entre elles", souligne-t-il.

Il faudra aussi restaurer la confiance des consommateurs, condition sine qua non "pour qu'ils participent pleinement à l'économie américaine", ajoute-t-il.

"Tout comme la crise fi-

nancière de 2008, celle-ci a mis en évidence l'énorme vulnérabilité de nombreux Américains", poursuit Edward Alden.

Et cette fois encore, les personnes les plus fragiles n'ont pu préparer leur retraite. Le nombre de septuagénaires et octogénaires contraints de travailler n'est pas près de diminuer.

Selon l'antenne régionale de Saint-Louis de la Banque centrale américaine, parmi la population sans diplôme d'études secondaires, seulement 22% ont un plan d'épargne-retraite.

"Je suis convaincu que cette récession aura des effets négatifs sur l'ensemble des revenus, y compris sur certains ménages apparemment aisés", opine Bradley Hardy.

"De nombreux ménages de la classe moyenne -- et cela est disproportionnellement vrai pour les ménages noirs de la classe moyenne -- devront faire face à des dettes dans un contexte de faible épargne", dit-il.

Miguel Rodriguez veut, lui, garder espoir malgré les crédits à rembourser: "dès que nous serons sortis d'affaire, l'économie va repartir de plus belle car les gens vont avoir envie de sortir".

Mots flechés

Par Abou Salma

Jeux & Loisirs

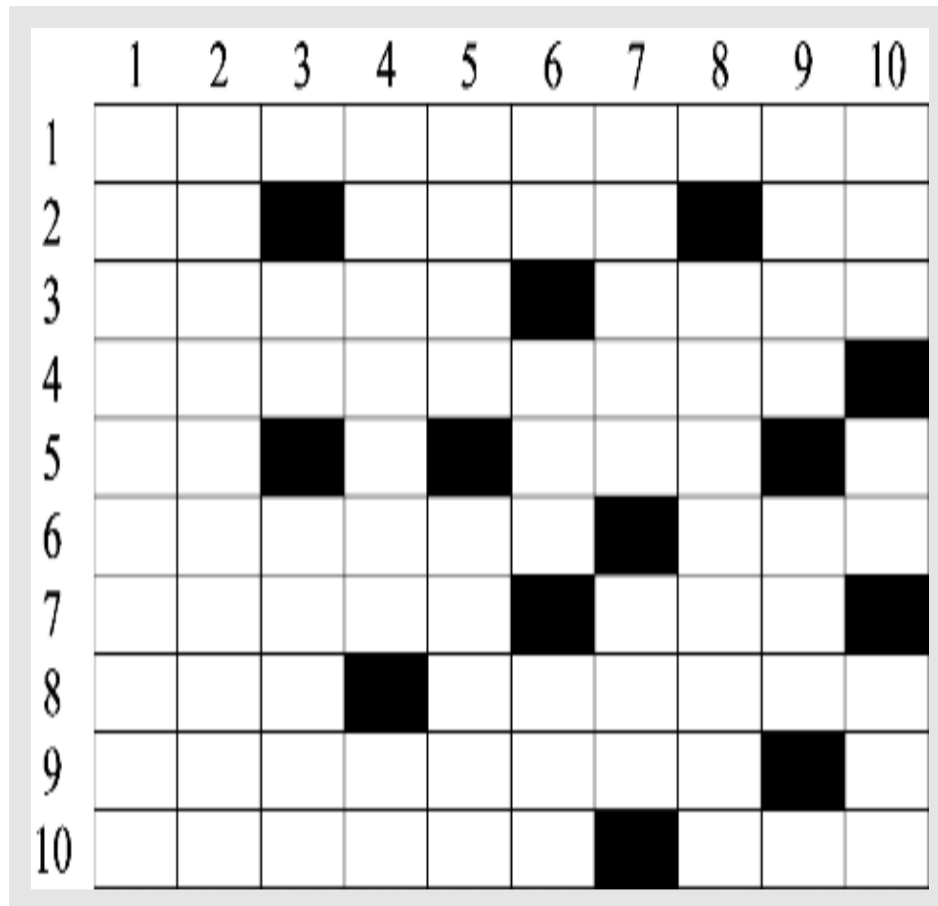
RAMASSÉ DANS UN SAC	SANS AUCUN MOTIF	MAXIM- LIM TITANE		POSSESSIF	IXIÈME		BALAI	BOURDE	FAÇON DE BRILLER	AIGREL- ETTE
					RUPINS CACHÉ					
POISON FUMÉ									EN TÊTE	
		AUTEUR INCONNU	CONNUE NOTE				BUTER			
GRECQUE	MÉTAL DES ANDES			RADIUM	BIBI À LA MODE				SYMBOLE DU NÉON LIÉ	
PERLE							SÈVE			NON-DIT
		LA FIN DU JOUR	PIGE				ZOZO GROS SERPENT			
BALAI ARRIÉRÉ			MÉTAL	PATELIN	DIFFIC- ULTÉ	ARTICLE		CIEL		LUMIÈRE VIVE
										TRONCHE
MIRIFI- QUE		FLEUR FRAÎCHE					POUR CHASSER LE CAFARD		CENTIME DIX SUR DIX	
FIN D'ANNÉE			TROUBLÉ		NOYELLES	RE VEND DE LA DROGUE				
LETTRES DE SAM			SOU OU SOÛL					PINGRE		
	PRESSE					CITOYEN D'ATHÈNES				

Solution mots flechés d'hier

PROFOND	B	MACHIN	INDIVIDU	N	DE RUC EN MOTS TELLE- MENT	LIGÈRE	D	NOYELLES	I	LETTRES DE LUC	LAMBIN
COLLA- TION	G	UNION	EXISTANT PORTANT DE GÉNÈRE	E	T	R	E	ZÉRO SARCASME	N	Û	L
UNION	U	N	I	O	N				M	I	N
	V	E	T	O	A	D	O	R	E		N
PROV- BÉTE CURIE	S	E	N	A	T				B	O	A
MÉTAL	L	CARDIN- AUX	P	S	F	I	N	E	S		
	O	R	O	N	T		L	I	S	A	
LE VIEL MOTIF ET LA MISE	E	G	E	E		M	I	E		I	F
FRIGOR	M	E	L		S		S	D	F		
VEINE	P	O	T		E	B	E	R	L	U	E
VALLE DE SYRIE	A	L	E	P		A	E	I	A		C
ÉTAPE	R	E	L	A	I	S		O	S	A	T
LETTRES DE TÉLÉVIS	T	S		N	I	E	R		H	U	E

<p>Directeur de la Publication et de la Rédaction Mohamed Benarbia</p> <p>Secrétaire général de la Rédaction Ahmed Saâidi</p> <p>Rédaction Mohamed Bouarab Hassan Bentaleb Alain Bouithy Mourad Tabet Wafaa Mejdoubi Mehdi Ouassat Chady Chaabi</p> <p>Responsable des ressources humaines Atika Rachdi</p> <p>Directeur artistique Fouad Ezzafir</p> <p>Service technique Khadija Sabi (Responsable) Meryem Warrach Myriem Rehane Khadija Halafi Hafid Bouzarouata Mariama Farki Elkandoussi Elmardi</p> <p>Révision Abdelmoumein Warrach</p>	<p>Secrétariat Asmaa Tabaa</p> <p>Photographe Ahmed Laaraki</p> <p>Documentation Nadia Ghazali</p> <p>Correspondants Ahmadou El Katab (Laâyoune) Abdelali khallad (Essaouira)</p> <p>Collaborateurs Mustapha Elouizi Chouaib Sahnoun Khalil Benmouya</p> <p>Adresse de la Rédaction 33, Rue Amir Abdelkader B.P. 2165 - Casablanca Maroc</p> <p>E-mail: Liberation@libe.ma Téléphone: 0522 61.94.04 0522 62.32.32 Fax de la rédaction: 0522 62.09.72 Service annonces et publicité E-mail: annoncesliberation@libe.ma</p>	<p>Youssef El Gahs Mouna El Yousseoufi Loubna Baghdadi Latifa Mounib Rkia Ait Dahman Siham Zaïter Fadwa Choukri</p> <p>44, Avenue des F.A.R 3ème Etage - Casablanca Tél: 0522 31.00.62 Fax: 0522 31.28.10</p> <p>Imprimerie Les Editions Maghrebines</p> <p>Distribution SAPRESS Dossier DE PRESSE 130/64</p> <p>Site web: www.libe.ma</p> <p> Journal Libération</p> <p> Libération Maroc</p> <p> 2017 www.ojd.ma</p>
---	---	--

Mots croisés



HORizontalement

- 1- Notable
- 2- Personnel – Risquer – Métal
- 3- Bande de chiens – Intente
- 4- Impéritie
- 5- Sodium – Plan d'eau
- 6- Antivol – Baie jaune
- 7- Dégénérée – Œuvre de Lénine
- 8- Géant de l'informatique – Aller entre pas et galop
- 9- Il fait le coude
- 10- Précises – Un à qui respecte est dû

VERTICALEMENT

- 1- Empire
- 2- Unique
- 3- Tête de liste – Vieux casque
- 4- Fameux – En pacte
- 5- Sire brouillé – Longueur
- 6- Règle – Esprit – Très court
- 7- Espace sablé – Refus
- 8- Adjoints de réalisateur
- 9- Eructe – Manche
- 10- Epoque – Petit cube – Porte grain

Solution mots croisés d'hier



Grilles de sudoku

Facile

8	3			7	9	1	4		
		2	3	1					
7									
	6		2				1	4	
	8	3	7			1	2	6	
2	9				5		7		
									1
				2	6	4			
	2	9	8	4			3	6	

Moyen

			7	1					9
	4							2	
1									6
8			5	2				9	
3	1		4	6	9			8	7
	2			7	3				4
4									1
	8							3	
5				3	6				

Difficile

				7	6	5			4
			4		5	9	7		
	7	5						6	
	3			1				8	
	9					3	5		
	2	6	1		7				
4		9	2	8					

Expert

	5			1					
7		3			9				
4						6			
				8	7			4	
3		4		5		2			7
	9		1	2					
		6							9
			6			8			2
			8						7

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9. Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d'hier

Facile

5	6	7	3	9	1	8	2	4	
4	9	8	2	7	6	3	5	1	
3	2	1	5	8	4	6	9	7	
7	4	3	8	6	2	5	1	9	
9	1	6	7	5	3	2	4	8	
8	5	2	1	4	9	7	6	3	
1	8	9	6	2	7	4	3	5	
2	7	4	9	3	5	1	8	6	
6	3	5	4	1	8	9	7	2	

Moyen

5	1	9	8	2	6	7	4	3	
4	7	2	9	1	3	8	5	6	
6	3	8	5	4	7	2	9	1	
8	2	7	6	9	1	5	3	4	
1	6	5	2	3	4	9	8	7	
3	9	4	7	8	5	6	1	2	
2	5	1	4	6	9	3	7	8	
9	4	6	3	7	8	1	2	5	
7	8	3	1	5	2	4	6	9	

Difficile

7	8	3	1	9	5	4	2	6	
6	1	4	7	8	2	5	3	9	
2	5	9	6	3	4	1	8	7	
8	6	5	4	1	3	9	7	2	
3	2	1	9	6	7	8	5	4	
9	4	7	2	5	8	6	1	3	
4	3	8	5	7	9	2	6	1	
5	9	6	3	2	1	7	4	8	
1	7	2	8	4	6	3	9	5	

Expert

3	6	1	2	8	9	4	5	7	
7	9	5	3	4	1	6	8	2	
8	2	4	6	7	5	3	9	1	
6	4	3	9	1	8	2	7	5	
5	8	9	4	2	7	1	3	6	
2	1	7	5	6	3	9	4	8	
4	5	6	8	3	2	7	1	9	
9	7	2	1	5	4	8	6	3	
1	3	8	7	9	6	5	2	4	

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DE
L'ELECTRICITE ET DE
L'EAU POTABLE (ONEE)
Branche Eau
DIRECTION REGIONALE
DU NORD

Renforcement
et sécurisation d'AEP de la
ville de CHEFCHAOUEN
et des communes rurales
limitrophes à partir
du barrage MOULAY
BOUCHTA.

Lot 22 : Ligne Electrique et
postes transformateurs de
l'adduction
AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT NATIONAL N°
34 DR9/CE/D/2020

Séance publique
La Direction Régionale du
Nord de l'ONEE-Branche
Eau, sise 6, Rue Melilla,
Castilla, à Tanger lance le
présent appel d'offres qui
concerne le : Renforcement
et sécurisation d'AEP de la
ville de CHEFCHAOUEN
et des communes rurales li-
mitrophes à partir du bar-
rage MOULAY BOUCHTA,
Lot 22 : Ligne Electrique et
postes transformateurs de
l'adduction.

Les travaux objet du pré-
sent appel d'offres seront fi-
nancés par le Fond Arabe
pour le Développement
Economique et Social
(FADES)

Les pièces justificatives à
fournir sont celles prévues
par l'article 10 du règlement
de la consultation.

L'estimation du coût des
prestations s'élève à 9 916
299,00DH TTC. Cette esti-
mation reste indicative et ne
constitue pas un montant
maximum.

Le montant du cautionne-

ment provisoire est fixé à 99
200,00 DH ou son équiva-
lent en devise librement
convertible.

Les dossiers de consultation
peuvent être retirés à
l'adresse suivante :

Bureau d'ordre de la Direc-
tion Régionale du Nord de
l'ONEE Branche eau.
Adresse : 6, Rue Melilla,
Castilla, Tanger.
- Téléphone : 05 - 39 - 32 - 85
- 15/20/25 - Fax : 05 - 39 -
94-02-08/05-39-94-39-71

Le dossier de consultation
(RCDP, RCDG, CCAFP,
CCAAG, CCTP, Définition
et Bordereau des Prix) est
consultable et téléchargea-
ble sur le portail des mar-
chés publics à l'adresse :
<https://www.marchespublics.gov.ma>.

Les cahiers généraux et le
règlement des achats de
l'ONEE sont consultables et
téléchargeables à partir du
site des achats de l'ONEE-
Branche Eau à l'adresse :
<http://www.onep.ma/> (Es-
pace Entreprise - rubrique
Achats).

Le dossier de consultation
est remis gratuitement aux
candidats.

En cas d'envoi du dossier
de consultation par la poste
à un candidat, sur sa de-
mande écrite et à ses frais,
l'ONEE-Branche Eau n'est
pas responsable d'un quel-
conque problème lié à la ré-
ception du dossier par le
destinataire.

Les plis des concurrents,
établis et présentés confor-
mément aux prescriptions
du règlement de la consul-
tation, doivent être :

- soit déposés contre récé-
pissé au Bureau d'Ordre de

la Direction Régionale du
Nord, 6, Rue Melilla, Cas-
tilla, Tanger, avant la date
et l'heure fixées pour la
séance d'ouverture des plis.
- soit envoyés par courrier
recommandé avec accusé
de réception au Bureau
d'Ordre de la Direction Ré-
gionale du Nord, 6, Rue
Melilla, Castilla, Tanger,
avant la date et heure de la
séance d'ouverture des plis.
- soit remis au président de
la commission d'appel d'of-
fres en début de la séance
publique d'ouverture des
plis.

L'ouverture publique des
plis aura lieu le Mercredi
06/05/2020 à 10h00 à la Di-
rection Régionale du Nord
de l'ONEE Branche eau, 6,
Rue Melilla, Castilla, Tan-
ger.

Pour toute demande
d'éclaircissement, rensei-
gnement ou réclamation
concernant le présent appel
d'offres ou les documents y
afférents prière de contacter
la Division achat de la Di-
rection Régionale du Nord
de l'ONEE-Branche Eau :

- Adresse : n° 6, Rue Me-
lilla, Castilla, à Tanger

- Fax : 05 - 39 - 94-02-08/05-
39-94-39-71

N° 3154/PC

OFFICE NATIONAL DE
L'ELECTRICITE ET DE
L'EAU POTABLE (ONEE)
Branche Eau
DIRECTION REGIONALE
DRÄA TAFILALET
AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT N° 23/DRD/
CE/AMD/2/2020
Ouverture publique
Gestion et surveillance
des stations et entretien

de réseau de distribution
aux centres Imilchil
et Amouguer et travaux
d'appui et d'assistance en
matière d'entretien
et de gestion au niveau
des communes du cercle
d'Imilchil.

La Direction Régionale
DRÄA TAFILALET de
l'ONEE-Branche Eau, sise à
Meknès lance l'appel d'of-
fres relatif à
La Gestion et surveillance
des stations et entretien de
réseau de distribution aux
centres Imilchil et Amou-
guer et travaux d'appui et
d'assistance en matière
d'entretien et de gestion au
niveau des communes du
cercle d'Imilchil.

Cette consultation est ou-
verte uniquement aux pe-
tites et moyennes
entreprises nationales telles
que définies par l'article n°1
de la loi n°53-00 formant
charte de la petite et
moyenne entreprise.

- Estimation : 552 000,00
DH TTC

- Caution provisoire : 5
600,00 DH

Les pièces justificatives à
fournir sont celles prévues
par l'article 10 du règlement
de la consultation.

Le dossier d'appel d'offres
est consultable et téléchar-
geable sur le portail des
marchés publics à l'adresse

: <https://www.marchespublics.gov.ma/>.

Les dossiers de consultation
peuvent être retirés aux
adresses suivantes :

- Bureau d'ordre de la Di-
rection Régionale Drâa Tafi-
lalet : 20, Rue Antsirabe -
Meknès

Tél. : (05)35520508 Fax :

(05)35524195

Le dossier d'appel d'offres
est remis gratuitement aux
candidats.

En cas d'envoi du dossier
de consultation par la poste
à un candidat, sur sa de-
mande écrite et à ses frais,
l'ONEE-Branche Eau n'est
pas responsable d'un quel-
conque problème lié à la ré-
ception du dossier par le
destinataire.

Les plis des concurrents,
établis et présentés confor-
mément aux prescriptions
du règlement de la consul-
tation, doivent être :

- Soit déposés contre récé-
pissé au Bureau d'Ordre de
la Direction Régionale
DRÄA TAFILALET de

l'ONEE-Branche Eau, sise à
20, Rue Antsirabe BP 54 V.N
Meknès avant la date et
l'heure fixées pour la séance
d'ouverture des plis.

- Soit envoyés par courrier
recommandé avec accusé
de réception au Bureau
d'Ordre de la Direction Ré-
gionale DRÄA TAFILALET

de l'ONEE-Branche Eau,
sise à 20, Rue Antsirabe BP
54 V.N Meknès avant la
date et heure de la séance
d'ouverture des plis.

- soit remis au président de
la commission d'appel d'of-
fres en début de la séance
publique d'ouverture des
plis.

L'ouverture publique des
plis aura lieu le Mercredi
29/04/2020 à 10:00 à la Di-
rection Régionale DRÄA
TAFILALET de l'ONEE-
Branche Eau, sise à 20, Rue
Antsirabe BP 54 V.N Mek-
nès

Pour toute demande
d'éclaircissement, rensei-
gnement ou réclamation
concernant le présent appel
d'offres ou les documents y
afférents prière de contacter
le service achat projets Eau
potable de la Direction Ré-
gionale DRÄA TAFILALET
de l'ONEE-Branche Eau -
Adresse : 20, Rue Antsirabe
BP 54 V.N Meknès
- Tél. : (05)35520508 - Fax
: 0535524195

Le règlement des achats de
l'ONEE et les cahiers géné-
raux sont consultables et té-
léchargeables à partir du
site internet des achats de
l'ONEE-Branche Eau à
l'adresse : <http://www.onep.ma> (Espace entreprise
- rubrique Achats)

N° 3155/PC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE
ET DE L'EAU POTABLE
-BRANCHE EAU-

المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب
قطاع الماء

Direction Régionale Drâa Tafilalet

A.O N°15/DRD/CE/AMD/3/2020

Mise à niveau du réseau de distribution au centre Tazarin - Province de Zagora.

AVIS DE REPORT

La Direction Régionale Drâa Tafilalet de l'ONEE - Branche Eau- à
Meknes porte à la connaissance des sociétés et entreprises que le
changement ci-après est porté sur l'Appel d'Offres cité en objet :

- 1- La date d'ouverture des plis prévue initialement le Mercredi
15/04/2020 à 10H00 à la Direction Régionale Drâa Tafilalet de
l'ONEE- Branche Eau N°20, Rue Antsirabé - Meknès est
reportée au **Mercredi 29/04/2020 à 10H00** dans la même
adresse.

Le reste demeure inchangé.

N° 3156/PC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE
ET DE L'EAU POTABLE
-BRANCHE EAU-

المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب
قطاع الماء

Direction Régionale Drâa Tafilalet

AO N° 16 DRD/CE/ASD/1/2020

**Relatif à : l'Equipement du nouveau forage N° 2/717 en remplacement des
forages 2505/56 et 4/716 au niveau de l'UP Goulmima-Tinjdad (province
d'Errachidia).**

AVIS DE REPORT

La Direction Régionale Drâa Tafilalet de l'ONEE - Branche Eau- à Meknes
porte à la connaissance des sociétés et entreprises que le changement ci-
après est porté sur l'Appel d'Offres cité en objet :

- 1- La date d'ouverture des plis prévue initialement le Mercredi
15/04/2020 à 10H00 à la Direction Régionale Drâa Tafilalet de
l'ONEE- Branche Eau N°20, Rue Antsirabé - Meknès est reportée au
Mercredi 29/04/2020 à 10H00 dans la même adresse.

Le reste demeure inchangé.

N° 3157/PC

ROYAUME DU MAROC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)
Branche Eau

DIRECTION REGIONALE DU NORD

**AEP des douars relevant des Commune territoriales OULAD ALI MANSOUR, BNI
SAID et ZAOUAT SIDI KACEM (province de TETOUAN). Lot 1 : Conduites**

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 26 DR9/CE/D/2020

Séance publique

Avis rectificatif N°1

Il est porté à la connaissance des Sociétés intéressées par l'appel d'offres cité
en dessus, que la séance publique d'ouverture des plis aura lieu **Mercredi 29**

Avril 2020 à Dix (10) heures du matin au lieu du **Vendredi 10 Avril 2020 à Dix**

(10) heures du matin, à la Direction Régional du Nord de l'ONEE-Branche Eau,

sise à 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger

N° 3158/PC

ROYAUME DU MAROC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)
Branche Eau

DIRECTION REGIONALE DU NORD

L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE DU CENTRE DE JEBHA.

**Lot 1-bis : Réseau Zamana 2, Station de Pompage SP3 et Conduite de
Refoulement**

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL N° 27 DR9/CA/D/2020

Séance publique

Avis rectificatif N°1

Il est porté à la connaissance des Sociétés intéressées par l'appel d'offres cité
en dessus, que **la visite des lieux** prévue le Jeudi 30/04/2020 à 10h:00 **sera**
annulée, vu la situation sanitaire liée au COVID-19.

N° 3159/PC